

LANCEMENT DES TRAVAUX DE FORAGE DU Puits
D'EXPLORATION KAFRA SUD-EST 1

**UNE NOUVELLE PIERRE À L'ÉDIFICE
DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE
ENTRE L'ALGÉRIE ET LE NIGER**

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a indiqué, jeudi à Agadez (Niger), que le lancement officiel des travaux de forage du puits d'exploration Kafra Sud-Est 1 constitue une nouvelle pierre à l'édifice du partenariat stratégique entre les deux pays frères, l'Algérie et le Niger.



P.3

ENTRE NOUS

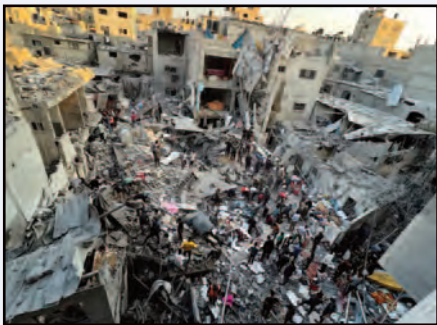
Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Dimanche 3 Rabie El-Aouel 1448 - 13 Août 2026 - N° 1367 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

ATTAQUES SIONISTES
CONTRE LE SECTEUR
SANITAIRE

**LA PALESTINE
APPELLE À UNE
INTERVENTION
INTERNATIONALE**



Le ministère palestinien de la Santé a condamné l'escalade des attaques perpétrées par des colons sionistes contre des établissements médicaux et des professionnels de santé, exigeant une intervention internationale urgente.

P.7

14^E ÉDITION DE
L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU
POLISARIO ET DE LA RASD

**TÉMOIGNAGES VIVANTS
D'ANCIENS DÉTENUS
POLITIQUES SAHRAOIS
DANS LES PRISONS DE
L'OCCUPATION
MAROCAINE**

Les témoignages vivants de militants politiques sahraouis, anciens détenus dans les prisons marocaines, ont révélé les souffrances et les violations dont ils ont été victimes pendant leur détention, ainsi que les pressions exercées sur leurs familles et l'interdiction des visites familiales imposée par l'occupant.

P.16

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

**LANCEMENT CE DIMANCHE
DE LA DEUXIÈME PHASE DE LA
CAMPAGNE NATIONALE**



P.4

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, samedi dans un communiqué, l'organisation les 16, 17 et 18 août en cours, en coordination avec le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, la deuxième phase de la campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de la consommation d'énergie, notamment électrique, et ce, à travers les différents établissements de jeunes et les centres de vacances et de loisirs.

INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

LE TRONÇON ANNABA-BOUCHEGOUF LIVRÉ AVANT LA FIN SEPTEMBRE

Abdelkader Djellaoui, ministre en charge des Travaux publics et des Infrastructures de base, a affirmé, ce samedi à Guelma, que la section Annaba-Bouchegouf, incluse dans le vaste projet de modernisation, de rectification et de duplication de la voie ferrée minière Est reliant Annaba à Tébessa, sera mise en service d'ici la fin du mois de septembre.

P.4

SECURITE HYDRIQUE

DES PROJETS POUR UN MEILLEUR ACCÈS À L'EAU POTABLE

Face aux besoins croissants en eau et à la nécessité de préserver les ressources hydriques, la wilaya de Sidi Bel-Abbès mise sur la diversification des sources d'eau pour garantir un approvisionnement durable. Transferts, stockage, réhabilitation des réseaux et gestion moderne sont au cœur des projets salués par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, qui a insisté sur leur importance stratégique pour l'avenir.

Par Chaimaa Sadou

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a salué, vendredi à Sidi Bel-Abbès, les efforts engagés pour diversifier les sources d'approvisionnement en eau potable et améliorer la qualité du service public. À l'issue d'une présentation technique consacrée à la situation du secteur dans la wilaya, il a mis en avant plusieurs projets destinés à renforcer la sécurité hydrique de la population.

L'approvisionnement repose notamment sur les eaux du barrage de Sidi Abdelli, les systèmes du Chott Gharbi et du Chott Chergui, les ressources souterraines ainsi que les stations de dessalement. Cette diversification doit permettre de mieux répondre aux besoins des populations, notamment durant les périodes de forte demande.

Parmi les opérations annoncées figure le renforcement de l'approvisionnement à partir de la station de Chatt El Hilal. Une étude porte également sur un transfert d'eau depuis le système du Chott Gharbi vers la station de dessalement de Sidi Maarouf, avec pour objectif de contribuer à combler le déficit enregistré dans plusieurs communes voisines.

Le secteur prévoit aussi l'interconnexion des deux réservoirs de Sidi Lahcen et de Tilmouni, d'une capacité de 20.000 m³ chacun. Cette



opération doit renforcer l'alimentation de l'est de la wilaya ainsi que celle du nouveau pôle urbain. À cela s'ajoute la réhabilitation de 29,9 kilomètres du réseau de distribution de Sidi Bel-Abbès, avec l'objectif de réduire les pertes d'eau de 20 %. De nouveaux réservoirs, représentant une capacité globale de 6.500 m³, sont également prévus.

Pour le ministre, l'amélioration du service passe désormais par une gestion plus moderne et plus intelligente. La généralisation des compteurs intelligents, l'augmentation des capacités de stockage et le traite-

ment des dysfonctionnements techniques doivent contribuer à limiter les pertes et à garantir la pérennité des infrastructures. Cette orientation s'inscrit dans les efforts engagés au niveau national pour rationaliser la consommation et préserver la ressource.

L'agriculture constitue également un volet important. Le recours aux ressources non conventionnelles, notamment aux eaux usées épurées, doit permettre d'étendre les superficies irriguées tout en réservant prioritairement les ressources conventionnelles à l'alimentation en

eau potable. Le ministère encourage déjà cette orientation à l'échelle nationale.

Sur le volet de l'assainissement, plusieurs opérations sont prévues pour protéger l'environnement et les infrastructures hydrauliques. Un système d'épuration doit notamment être réalisé à Sidi Hamadouche afin de contribuer à la protection du barrage de Sarno contre la pollution. Le curage et l'aménagement d'un tronçon de l'oued Mekerra sont également envisagés afin d'améliorer l'écoulement des eaux et de réduire les risques d'inondation.

Deux nouvelles stations d'épuration sont, par ailleurs, proposées à Sfisef et Telagh. La généralisation des schémas directeurs d'assainissement doit permettre une meilleure planification des réseaux et favoriser, lorsque les conditions techniques et sanitaires le permettent, la réutilisation des eaux traitées pour l'irrigation.

À travers ces différents projets, le ministère entend consolider progressivement l'approvisionnement en eau de Sidi Bel-Abbès et améliorer la qualité du service rendu aux citoyens. La démarche repose sur la mobilisation de nouvelles ressources, la modernisation des réseaux et une gestion plus rationnelle de l'eau, gage de durabilité pour les générations futures.

C.S

SIGNATURE DU PROGRAMME BUDGÉTAIRE OMS-ALGÉRIE (2026-2027)

UN CADRE RENFORÇANT LA COOPÉRATION EN SANTÉ ET LES PRIORITÉS NATIONALES

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a signé jeudi, au siège du ministère, avec le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, Phanuel Habimana, le programme budgétaire de coopération entre l'Algérie et l'agence onusienne pour la période 2026-2027. Cette information figure dans un communiqué du ministère.

Par Halim Dardar

La cérémonie de signature s'est tenue en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, ainsi que de responsables du secteur de la Santé.

Cette signature s'inscrit dans la volonté commune de l'Algérie et de l'OMS de consolider le partenariat existant et de renforcer la coopération en vue de soutenir le développement du système national de santé. Elle vise aussi à répondre aux priorités sanitaires fixées par le pays.

Le programme s'articule autour de plusieurs axes prioritaires, notamment : le renforcement des systèmes de santé, l'appui à la couverture sanitaire

totale, la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, le renforcement des capacités de préparation et de riposte face aux urgences sanitaires.

Au-delà du volet budgétaire, ce programme constitue un cadre de coopération technique et d'échange d'expertises et de connaissances. Il permettra de s'appuyer sur les expériences et les bonnes pratiques afin d'améliorer la qualité des services de santé, ainsi que le niveau des soins et la prise en charge des patients.

Enfin, le communiqué souligne que cette signature reflète l'engagement de l'Algérie et de l'OMS à poursuivre leur action commune et à consolider leurs liens de coopération au service des priorités nationales en matière de santé, contribuant ainsi à un développement sanitaire durable.

H.D

POUR CONSOLIDER L'ATTACHEMENT À LA NATION

L'ALGÉRIE ACCUEILLE SES ENFANTS VIVANT À L'ÉTRANGER

Dans un communiqué ministériel publié jeudi, le département en charge de la Jeunesse a entamé la réception de groupes d'enfants issus de la communauté algérienne vivant hors des frontières, dans le cadre du dispositif estival prévu pour 2026, dont l'objectif est de resserrer les liens unissant ces jeunes à leur pays d'origine. Cette action s'inscrit dans la mise en œuvre « de la stratégie étatique destinée à consolider les échanges entre les membres de la diaspora et leur terre natale ». En ce sens, un premier contingent de 26 mineurs et adolescents provenant du Royaume d'Arabie saoudite a été reçu, mercredi en soirée, à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger. Une seconde délégation, forte de 36 participants résidant en Tunisie, pays voisin et ami, est annoncée pour la soirée du jeudi, venant plus exactement des régions limitrophes de l'Algérie, afin de prendre part au programme national des séjours estivaux de 2026.

Cette opération nationale relève « d'une synergie des actions publiques associant le ministère de la Jeunesse et les services du ministère des Affaires étrangères, avec l'appui effectif des postes diplomatiques et consulaires impliqués, à savoir le consulat général d'Algérie à Djeddah, de même que l'ambassade d'Algérie et ses antennes consulaires en Tunisie, et ce en adéquation avec la feuille de route présidentielle de M. Abdelmadjid Tebboune, qui entend soutenir la communauté expatriée et resserrer ses attaches avec la patrie, en favorisant son implication dans les divers programmes nationaux. Le centre de villégiature et de loisirs « Palais de la princesse », situé dans la wilaya de Béjaïa, servira de lieu d'hébergement pour les deux groupes. Les jeunes et enfants bénéficieront « d'un programme pédagogique et ludique varié, mêlant animations culturelles et ateliers participatifs, ainsi que des excursions vers des lieux historiques et

touristiques, dans le but de leur révéler la richesse naturelle, culturelle et patrimoniale de l'Algérie ».

Cette démarche « représente une avancée significative dans la politique de rapprochement avec les enfants de la communauté nationale installée à l'étranger, en leur donnant la chance de vivre une expérience inédite au sein des camps d'été dans leur patrie et de côtoyer leurs homologues originaires de différentes wilayas, ce qui favorise l'enracinement du sentiment d'appartenance et la fierté de l'identité nationale, tout en renforçant le lien des jeunes avec leur pays ».

La venue des enfants résidant en Arabie saoudite et en Tunisie à ces rendez-vous nationaux dédiés à la jeunesse « présente un intérêt tout particulier et illustre l'extension progressive du cercle des bénéficiaires de cette initiative », ajoute la même source.

RA

LANCEMENT DES TRAVAUX DE FORAGE DU Puits D'EXPLORATION KAFRA SUD-EST 1

UNE NOUVELLE PIERRE À L'ÉDIFICE DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET LE NIGER

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a indiqué, jeudi à Agadez (Niger), que le lancement officiel des travaux de forage du puits d'exploration Kafra Sud-Est 1 constitue une nouvelle pierre à l'édifice du partenariat stratégique entre les deux pays frères, l'Algérie et le Niger.

"Nous nous retrouvons aujourd'hui, deux mois et dix jours après l'inauguration de la centrale électrique à Niamey, pour poser ensemble une nouvelle pierre à l'édifice de notre partenariat stratégique, initié par Monsieur le président Abdelmadjid Tebboune et son frère, son Excellence le président Abdourahmane Tiani, à l'occasion de sa visite historique en Algérie", a dit le Premier ministre dans une allocution prononcée en marge de la cérémonie de lancement officiel des travaux de forage du puits d'exploration Kafra Sud-Est 1, qu'il a coprésidé avec son homologue nigérien, M. Ali Mahaman Lamine Zeine.

Cette vision stratégique intégrée a été concrétisée dans un plan d'exécution, à l'issue de la deuxième session de la Grande commission mixte algéro-nigérienne, tenue en mars dernier, a-t-il précisé.

"Conformément à ce qui a été convenu, nous assistons aujourd'hui à une nouvelle étape du projet du champ pétrolier de Kafra, avec le lancement des travaux de forage de ce puits, dans le cadre d'opérations d'exploration approfondies visant à mieux évaluer le potentiel pétrolier de ce champ prometteur, en prélude aux phases de développement et de production", a poursuivi le Premier ministre.

"Les résultats de l'opération d'exploration devraient ouvrir de nouvelles perspectives à même de répondre à nos aspirations communes, en permettant à la République du Niger, pays frère, de valoriser ses ressources naturelles et de renforcer sa production nationale d'hydrocarbures", a-t-il expliqué, soulignant que "les avancées réalisées dans le cadre de ce projet sont le fruit des efforts soutenus consentis par les responsables, les experts, les ingénieurs et les techniciens, dans un contexte marqué par des contraintes de terrain, des conditions naturelles difficiles et des difficultés logistiques énormes".

Il a, dans ce cadre, mis en exergue "le défi logistique majeur et la grande prouesse technique relevés à travers la mobilisation de l'appareil de forage (ENF-13), d'une capacité de 2.000 chevaux, et son acheminement depuis l'Algérie jusqu'au site de Kafra, avec ce que cette étape a nécessité en termes de mise en place d'un environnement administratif, logistique et sécuritaire approprié".

M. Sifi Ghrieb a saisi cette occasion pour adresser ses remerciements et dire sa reconnaissance à l'ensemble des cadres, experts, ingénieurs, techniciens et autres partenaires ayant contribué à cette importante étape.

Il a également adressé ses remerciements aux autorités civiles et militaires nigériennes et algériennes qui ont accompagné et continuent d'accompagner l'Entreprise nationale de forage (Enafor), Sonatrach International Production and Exploration Corporation (Sipex) et la Société nationale nigérienne du pétrole (Sonidep) dans la concrétisation de ce projet dans toutes ses phases.

Le Premier ministre a, par là même, invité les cadres et équipes de terrain concernés à "accorder la plus haute impor-



tance à la sécurité des opérations, à la protection de l'environnement, à la qualité des travaux et au respect des normes professionnelles, qui doivent demeurer au cœur de la réalisation de ce projet".

Ce projet est le "fruit d'un partenariat multidimensionnel entre le groupe Sonatrach et la Sonidep, couvrant les domaines de la recherche, de l'exploration, du développement et de la production, ainsi que les services de forage, de raffinage et de pétrochimie, la distribution et la commercialisation des produits pétroliers, en sus de la formation, du transfert de technologie et du renforcement des capacités", a rappelé M. Sifi Ghrieb.

Il a, dans ce cadre, évoqué l'accompagnement assuré par le groupe Sonatrach à la Sonidep dans "la commercialisation de son pétrole brut et le renforcement de l'expertise de ses cadres et de leur capacité de négociation en matière de valorisation de ses ressources pétrolières", soulignant que l'Algérie "s'engagera dans les travaux de grande maintenance de la raffinerie de Zinder et poursuivra l'évaluation des nouveaux blocs pétroliers au Niger, notamment le bloc de Bilma".

"L'ambition de l'Algérie ne se limite pas à la réalisation du projet Kafra dans ses différentes phases, mais s'étend à la construction d'un partenariat industriel intégré et durable, de l'amont jusqu'à l'aval pétrolier et gazier, y compris à travers la création de sociétés mixtes", a-t-il soutenu.

"Ce partenariat, que nous voulons voir évoluer vers une coopération à long terme fondée sur la confiance, la complémentarité, la solidarité et les intérêts mutuels, repose sur des programmes de formation ambitieux et spécialisés offrant des opportunités d'immersion sur le terrain, en vue de renforcer les compétences et de développer les capacités nigériennes dans les différentes

étapes de l'industrie pétrolière", a-t-il expliqué.

A ce propos, le Premier ministre a salué "l'engagement de l'Enafor à recourir progressivement aux entreprises, aux produits et aux services nigériens et à recruter les jeunes nigériens dans le projet de Kafra, tout en leur assurant la formation nécessaire".

Ce modèle de "coopération équilibrée, globale et fructueuse dans le domaine des hydrocarbures entre l'Algérie et le Niger constitue l'un des piliers fondamentaux de l'approche adoptée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à construire un partenariat énergétique africain au service des objectifs de développement durable et du renforcement du processus d'intégration continentale", a affirmé M. Sifi Ghrieb.

Et d'ajouter que "cette coopération bilatérale trouve son prolongement naturel dans la dimension multilatérale, notamment à travers le projet de gazoduc transsaharien, qui est entré de manière effective dans les phases de mise en œuvre, en tant que projet stratégique et maillon essentiel du processus d'intégration africaine".

Outre ce qui a été accompli dans le secteur des hydrocarbures et de l'énergie, "la concertation intersectorielle soutenue entre les deux pays et l'action commune se poursuivent à une cadence accélérée, afin de concrétiser le reste des engagements et des projets bilatéraux dans différents secteurs prioritaires, en tête desquels figurent les infrastructures, la santé, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, la numérisation, le commerce, le transport et les finances", a fait savoir le Premier ministre.

"Cette dynamique croissante de mise en œuvre et de réalisation et le passage de la phase des intentions et des accords à celle de la concrétisation effective des projets sur le terrain traduit la volonté des dirigeants des deux pays d'as-

surer un suivi direct et rigoureux du processus de coopération, consacrant ainsi le caractère stratégique des relations algéro-nigériennes, qui constituent désormais un modèle de coopération entre les pays africains", a-t-il dit.

"Notre présence aujourd'hui à Kafra, à proximité de la bande frontalière entre les deux pays et dans une région située au carrefour entre le nord, l'ouest et le centre de l'Afrique, témoigne de la vision stratégique commune du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président Abdourahmane Tiani", a-t-il ajouté.

Cette vision est fondée sur "la promotion des zones frontalières et leur transformation en espaces de coopération et de développement communs, ainsi qu'en piliers du renforcement de la sécurité et de la stabilité dans l'ensemble de la région du Sahel", a-t-il poursuivi, estimant que "les fondements de la renaissance économique en Afrique résident dans le potentiel de ses peuples et les capacités complémentaires de ses pays et non dans la dépendance excessive d'autrui".

Par ailleurs, le Premier ministre a réitéré, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "l'engagement constant de l'Algérie à poursuivre le développement des relations de fraternité et de coopération avec la République du Niger, pays frère, à continuer de contribuer au renforcement de la sécurité et de la stabilité de son environnement régional et à promouvoir les processus de développement, de bien-être et de prospérité à travers notre continent africain".

Il a, par la même occasion, transmis aux dirigeants, au gouvernement et au peuple frère du Niger les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que ses vœux de davantage de sécurité, de stabilité, de progrès et de prospérité.

INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

LE TRONÇON ANNABA-BOUCHEGOUF LIVRÉ AVANT LA FIN SEPTEMBRE

Abdelkader Djellaoui, ministre en charge des Travaux publics et des Infrastructures de base, a affirmé, ce samedi à Guelma, que la section Annaba-Boucheougouf, incluse dans le vaste projet de modernisation, de rectification et de duplication de la voie ferrée minière Est reliant Annaba à Tébessa, sera mise en service d'ici la fin du mois de septembre.

Par Youcef Hamidi

En déplacement sur le site de la gare de Boudharoua, dans la localité d'Oued Fragha, dans le cadre d'une mission d'évaluation, le ministre a constaté que l'avancée rapide et soutenue des opérations a permis de finaliser l'essentiel des aménagements ferroviaires et des infrastructures techniques sur ce segment nord, long de 54 kilomètres, qui relie le port d'Annaba à Boucheougouf en passant par El Tarf. Sur ce même chantier, le responsable a adressé des consignes fermes aux chefs de projet, insistant

sur l'impératif d'accroître la cadence des travaux et de mobiliser davantage de main-d'œuvre et d'équipements afin de terminer les dernières opérations encore en cours sur une partie de cette voie, et ce, avant la date butoir du 30 septembre. Le ministre s'est également montré satisfait de l'évolution du chantier de la gare de Boudharoua, dont les finitions touchent à leur terme, notamment sur les plans esthétique, architectural et des équipements complémentaires, conçus en parfaite adéquation avec l'environnement local, tout en facilitant l'accès des populations riveraines au transport ferroviaire via cette ligne dédiée au minéral.

Lors de sa visite sur le site de la gare de Boucheougouf, située sur la partie nord de la ligne minière orientale, M. Djellaoui a salué le travail des équipes présentes, qu'il a exhortées à poursuivre leurs efforts pour garantir à la fois la cadence et la qualité des prestations, alors que l'ouvrage entre dans sa phase ultime d'achèvement. Par ailleurs, le ministre s'est rendu sur d'autres chantiers implantés dans la commune de Medjez Sfa, plus exactement sur le tronçon intermédiaire qui relie Boucheougouf à Dréa (Souk Ahras), sur une distance totale de 121 kilomètres. Il a notamment examiné l'état d'avancement de cinq grands ou-

vrages d'art, composés de viaducs aux dimensions variées, érigés sur la portion traversant la wilaya, ainsi que les opérations de déblaiement, de nivellement, de pose de rails et de réalisation d'ouvrages hydrauliques prévus sur cette partie de l'itinéraire minier. Il est utile de rappeler que cette voie ferrée minière de l'Est dessert les wilayas d'Annaba, El Tarf, Guelma, Souk Ahras et Tébessa, sur un parcours global de 422 kilomètres, dont 54 kilomètres se situent sur le territoire de la wilaya de Guelma.

Y.H

DJELLAOUI INSPECTE L'AVANCEMENT DU PROJET DE LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST À EL TARF

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a inspecté, samedi, l'avancement du projet de ligne ferroviaire minière Est sur le tronçon traversant la wilaya d'El Tarf. Le ministre, accompagné du wali, Mohamed Meziane, des autorités locales et des élus, a inspecté, dans le cadre d'une visite de travail à El Tarf, les travaux de réalisation

du tunnel n 3 au point kilométrique (PK) n 30, dans la commune de Chihani, dans le cadre du projet de contournement de la localité de Dréan, où il a écouté des explications techniques sur l'avancement des travaux de cet ouvrage stratégique. M. Djellaoui a souligné, à cette occasion, la nécessité de renforcer davantage les chantiers et de mobiliser les ressources humaines et

matérielles afin d'accélérer le rythme des travaux et d'en améliorer la productivité, tout en veillant au respect des normes de qualité et de sécurité, insistant sur l'achèvement et la livraison du projet dans les délais contractuels fixés. Il convient de rappeler que le tronçon de ligne ferroviaire minière Est traversant la wilaya de El Tarf comprend trois tunnels, dont les travaux de réalisation de deux ont été

achevés et livrés, tandis que ceux du troisième tunnel se poursuivent pour être réceptionnés dans les délais impartis. Le ministre devait poursuivre sa visite de travail en vue de s'enquérir de l'avancement de ce projet de ligne ferroviaire minière Est sur le tronçon traversant la wilaya de Guelma.

RE

COMMERCE EXTÉRIEUR

REZIG INSPECTE LES PLATEFORMES DE SUIVI DES DOSSIERS D'IMPORTATION ET DES PRÉOCCUPATIONS DES OPÉRATEURS

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a inspecté, samedi, les bureaux des plateformes numériques relevant du secteur, dans le cadre du suivi du fonctionnement des différents systèmes numériques, notamment en matière de traitement, d'examen et de visa des programmes prévisionnels d'importation, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, le ministre s'est enquis du rythme de traitement des dossiers, de l'état d'avancement de l'étude des programmes prévi-

sionnels d'importation et du fonctionnement de la plateforme numérique dédiée au traitement des préoccupations des opérateurs économiques. M. Rezig a également suivi le rythme de réception des préoccupations enregistrées sur cette plateforme, le niveau de leur prise en charge et les mécanismes mis en place pour leur suivi, tout en soulignant la nécessité d'assurer un traitement rapide et efficace des préoccupations des opérateurs économiques et de garantir un suivi continu. Il a, à ce propos, insisté sur l'importance de renforcer la coordination entre les différents ser-

vices et organismes concernés, afin d'améliorer l'accompagnement des opérateurs économiques et l'efficacité de la prise en charge de leurs préoccupations. M. Rezig a, en outre, mis en avant la nécessité d'une exploitation optimale des données et indicateurs fournis par les plateformes numériques, qui constituent un outil essentiel pour le suivi précis et en temps réel des différentes opérations, permettant ainsi d'accélérer la prise de décision.

RE

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE LANCEMENT CE DIMANCHE DE LA DEUXIÈME PHASE DE LA CAMPAGNE NATIONALE

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, samedi dans un communiqué, l'organisation les 16, 17 et 18 août en cours, en coordination avec le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, la deuxième phase de la campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de la consommation d'énergie, notamment électrique, et ce, à travers les différents établissements de jeunes et les centres de vacances et de loisirs. L'organisation de cette deuxième phase de la campagne nationale, placée sous le slogan "Rationaliser notre énergie, c'est garantir notre avenir", fait suite au succès de la première phase, or-

ganisée en juillet dernier, notamment avec "la participation qualitative et l'adhésion exceptionnelle des enfants et des jeunes aux diverses activités de sensibilisation", précise le communiqué. Soulignant l'importance d'associer les jeunes à de telles actions de sensibilisation, le ministère a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une vision visant à "ancrer un mode de vie durable et un comportement responsable en matière de rationalisation de la consommation d'énergie, en veillant à en faire une culture, à travers des efforts collectifs au service de la préservation de nos ressources pour les générations futures". Le ministère a rappelé que l'organisation de cette campagne vient en applica-

tion des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'importance de la prospective et de la rationalisation de la consommation d'énergie et s'inscrit dans le cadre de la démarche du Gouvernement visant à rationaliser la consommation d'énergie pour faire face à la demande record sur l'électricité. Cette campagne intervient aussi en application du programme de partenariat avec les différents secteurs et instances, dans son volet relatif à l'ancrage de la culture de rationalisation de la consommation d'énergie chez les enfants et les jeunes, conclut le communiqué.

RE

FOIRE NATIONALE DES PRODUITS ÉLECTRONIQUES ET ÉLECTROMÉNAGERS ELLE AURA LIEU DU 24 AU 26 SEPTEMBRE PROCHAINS

La foire nationale des produits électroniques et électroménagers sera organisée, du 24 au 26 septembre prochain dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère. Organisée sous le slogan: "De l'Algérie... nous créons de la valeur et renforçons les exportations", cette foire intervient dans le sillage de "la dynamique que connaît le secteur national des industries électroniques et électroménagères et de la hausse continue du volume des exportations, à même de refléter l'évolution réalisée par les entreprises algériennes en termes de la qualité des produits et des capacités de production et de compétitivité sur les marchés extérieurs", précise le communiqué. Ce rendez-vous économique constitue l'occasion de mettre en exergue les potentialités industrielles nationales, de faire

connaître les produits électroniques et électroménagers algériens, de renforcer la présence des marques nationales, d'encourager les entreprises à élargir leurs activités à l'export et d'explorer de nouveaux marchés extérieurs. Selon le ministère, cette manifestation vise à soutenir les opérateurs économiques, à les accompagner dans leur démarche de renforcement des exportations et à créer un espace d'échange et de partenariat entre les différents acteurs, à même de contribuer à accroître la valeur ajoutée du produit national et à consacrer le "Made in Algeria", en tant que marque appelée à accéder à de nouveaux marchés internationaux. Le ministère a également invité les opérateurs économiques intéressés à participer à s'inscrire, sur son site web via ce lien : https://mcepe.gov.dz/foire_bordj_bouarreridj, conclut le communiqué.

RE

EDUCATION NATIONALE

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ACCUEIL SCOLAIRE À CHLEF

À l'approche de la rentrée 2026/2027, la wilaya de Chlef a intégré sept nouveaux groupes scolaires, d'après les données transmises par la Direction des équipements publics.

Par Kahina Baghdad

Cette instance a indiqué que, dans le cadre des dispositions anticipant la reprise des cours fixée au 21 septembre, le système éducatif local bénéficie désormais de ces sept infrastructures, de nature à améliorer les conditions d'accueil des élèves, la qualité de l'encadrement ainsi que les performances académiques.

D'après la même source, ces établissements se répartissent comme suit : à El-Houara (commune de Boukadir), à El-Maamaria (Oued Sli), à Beni Haoua, à El-Habair (Chattia), à El-Kfalsa (Chlef), dans le quartier AADL (El-Karimia), et un dernier dans la commune de Benairia. Trois d'entre eux affichent



un taux d'avancement de 100 %, les autres étant encore en phase d'aménagement et d'équipement,

avec une mise en service visée pour la rentrée prochaine. Par ailleurs, un projet de lycée

est en cours pour substituer la structure provisoire d'Ouled Abbes, tandis que quatre autres lycées sont en construction à Sidi Akacha, Oued Sli et Chlef. Leurs chantiers avancent et les livraisons sont attendues sous peu.

Dans le prolongement de ces préparatifs, le wali de Chlef, Ibrahim Ghemired, a effectué une visite de terrain jeudi dernier sur divers sites éducatifs à Benairia, El-Karimia et Harchoun, où il a rappelé l'impératif de respecter les échéances afin que ces équipements puissent ouvrir leurs portes dans les meilleurs délais.

Enfin, quatre nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) ont été mis en service cette année, et rejoindront le dispositif dès la rentrée. Leur ouverture devrait réduire la surcharge des établissements existants, particulièrement dans les zones d'habitat dense, et faciliter l'accès des familles aux équipements scolaires.

K.B

HUIT INFRASTRUCTURES SUPPLÉMENTAIRES DANS LA WILAYA DE SOUK AHRAS

Dès la rentrée prochaine, le système éducatif de Souk Ahras sera complété par huit nouvelles structures, selon les déclarations du directeur des équipements publics, Mohamed Boumahras

Ce dernier a confié à l'APS que ces réalisations comprennent quatre collèges d'enseignement, dont la livraison est attendue "avant la fin du mois d'août" dans les localités de Souk Ahras, Merahna,

Zaârouria et Bir Bouhouche.

Ces équipements, inscrits dans les schémas sectoriels de développement et de soutien aux collectivités, intègrent aussi quatre écoles primaires implantées dans les quartiers récents du chef-lieu, notamment les cités "1.500 logements" et "1.889 logements" (programme AADL), ainsi que les zones Baral-Salah et "2.900 logements", d'après la même source.

En matière de cantines scolaires et de

distribution de repas chauds, M. Boumahras a signalé que trois nouvelles unités seront mises en service "avant la rentrée" dans les communes de Souk Ahras, Safel El Ouidan et Henancha.

Le responsable a également précisé que les travaux de sept projets éducatifs sont toujours en cours, alors que neuf autres chantiers seront prochainement engagés pour renforcer les conditions d'accueil des élèves.

K.B

TOUGGOURT

DIVERS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS À EL-HADJRA

Une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la daïras d'El-Hadjira (Sud de Tougourt), dans le cadre des efforts visant à répondre aux attentes des citoyens, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Il s'agit , entre autres, de la modernisation et du dédoublement d'un tronçon de 9,5 km de la route nationale RN-3, de la réhabilitation de 7km du réseau d'alimentation en eau potable, en plus de la réalisation de 12 km de pistes agricoles, a précisé la même source.

En outre, des opérations d'aménagement urbain sont menées afin d'éradiquer les "points noirs" à travers des quartiers des communes d'El-Hadjira et El-Alia, notamment au niveau du quartier Houari Boumediène et à proximité de la RN-123, sur un

linéaire de 5km, a-t-on ajouté.

Ce programme de développement porte également sur le renforcement et la rénovation de certaines parties du réseau d'assainissement, le raccordement d'une centaine de foyers au réseau pré cité, l'équipement d'un puits destiné à l'approvisionnement en AEP, la réhabilitation du complexe sportif local et d'établissements éducatifs, ainsi que la réalisation de cantines scolaires, selon les services de la wilaya.

Lors d'une récente visite de terrain, le wali de Tougourt, Othmane Abdelaziz, a insisté sur l'accélération du rythme de travaux, le respect des délais impartis et normes de qualité requises, soulignant l'importance de ces projets pour consolider le cadre de vie des citoyens.

R.R

TISSEMSILT

LANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉALISATION DE PLUSIEURS RÉSERVOIRS D'EAU

Les travaux de réalisation de plusieurs réservoirs d'eau ont récemment été lancés à Tissemsilt, afin de renforcer les capacités de stockage de la wilaya, a-t-on appris, samedi, auprès de la Direction locale de l'Hydraulique, maître d'ouvrage.

Le chef du service de mobilisation des ressources en eau, Othmane Toufik, a indiqué que ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme sectoriel ordinaire de l'année 2026 et visent à renforcer les capacités de stockage et à améliorer l'approvisionnement en eau potable au profit des habitants de la wilaya.

Le même responsable a précisé que les réservoirs, dont les travaux ont débuté, comprennent un réservoir d'une capacité de 4.500 mètres cubes à Sidi El Houari, dans la commune de Tissemsilt, un autre de 5.000 mètres cubes dans la commune de Khemisti, ainsi qu'un

troisième d'une capacité de 3.000 mètres cubes dans la commune de Boucaïd.

Le responsable a également fait savoir que les travaux de réalisation de six autres réservoirs d'eau seront lancés prochainement dans les communes de Layoune, Bordj Bounâama, Bordj El Emir Abdelkader, Lazharia et Ammari, pour une capacité totale de stockage estimée à 16.000 mètres cubes. Ces infrastructures contribueront à renforcer les capacités de stockage de la wilaya, notamment dans les zones éloignées.

La même source a, par ailleurs, indiqué que, dans le cadre des efforts visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable et à renforcer les capacités de mobilisation de cette ressource vitale, le forage de sept nouveaux puits profonds sera prochainement lancé dans plusieurs communes de la wilaya.

R.R

MILA

LES CAPACITÉS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES ET LÉGUMES SECS AUGMENTENT À PLUS DE 2 MILLIONS QUINTAUX

Les capacités de stockage de céréales et légumes secs dans la wilaya de Mila ont augmenté durant l'année en cours à 2,35 millions quintaux, a-t-on appris samedi auprès du directeur de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), Yamine Hadj Ali.

En marge de la visite du wali Fayçal Amrouche au centre de proximité de stockage intermédiaire de céréales dans la commune de Sidi Khelifa, le même responsable a précisé à l'APS que les capacités de stockage de céréales et légumes secs ont été renforcées durant l'année en cours par sept centres de proximité de stockage intermédiaire portant ainsi les capacités de stockage globales à 2,35 millions quintaux.

Ces centres ont été réalisés dans les communes de Grarem Gouga, d'Ain Beida Harriche, de Sidi Khelifa, d'Oued Athmania, d'Ain Mellouk, d'Ouled Khalouf et de Zeghaïa afin de rapprocher les structures de stockage des agriculteurs et d'améliorer les conditions d'entreposage de grains, notamment avec la perspective d'extension des surfaces agricoles irriguées dans la wilaya. Après avoir inauguré le centre de proximité de stockage intermédiaire de céréales à Oued Athmania, le wali a mis l'accent sur les efforts de l'Etat pour accompagner les agriculteurs à travers la réalisation de structures de stockage dans cette wilaya pionnière dans la filière de céréaliculture.

Le wali a également fait part de la poursuite des efforts de réalisation de deux silos en béton dans la commune de Chelghoum Laid d'une capacité d'un million de quintaux et de silos métalliques à Tadjenanet d'une capacité de 200.000 quintaux en plus de deux centres de proximité de stockage de céréales dans les deux communes de Sidi Merouane et Bouhatem.

R.R

PRIX EN BAISSÉ AUX ETATS-UNIS

ECONOMIE MONDIALE

LA PRESSION REDESCEND

Il y a encore quelques jours, les spécialistes avaient très peur que la grande banque centrale américaine (FED) n'augmente les taux d'intérêt dès le mois de septembre. Mais aujourd'hui, cette crainte est en train de disparaître. Les chiffres et les outils de surveillance montrent que la probabilité d'une hausse est passée de soixante pour cent à seulement un petit tiers. C'est une excellente nouvelle pour les marchés et pour les personnes qui suivent l'économie de près.

Par Rihab Taleb

Pour bien saisir pourquoi tout le monde se sent soulagé, il faut comprendre le rôle des taux d'intérêt. Ce sont les taux fixés par la banque centrale qui servent de référence à tout le pays. Quand la banque centrale veut calmer l'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix qui rend la vie plus chère, elle augmente ces taux. Le grand problème, c'est que cela rend les crédits beaucoup plus chers pour tout le monde, que ce soit pour acheter une maison, pour financer un projet d'entreprise ou pour aider le pays à rembourser son énorme dette. D'ailleurs, certains experts rappellent que la banque centrale aimerait bien voir ces taux baisser un jour pour alléger le poids de la dette publique américaine, surtout dans les périodes où le gouvernement fait face à des doutes.

Pendant un moment, la banque centrale avait prévenu qu'elle continuerait d'augmenter les taux si l'inflation repartait à la hausse, notamment à cause du prix du pétrole qui restait très haut après des tensions avec l'Iran. Mais heureusement, les nouvelles économiques de ces derniers jours se sont révélées bien meilleures que prévu.

D'abord, les chiffres officiels de



l'inflation sont arrivés et ils montrent que la hausse des prix s'est calmée. Les prix payés aux usines et par les fabricants sont restés stables tout au long de l'été, alors que les analystes s'attendaient à ce qu'ils augmentent. Cela confirme les autres chiffres publiés juste avant pour les consommateurs, qui montraient eux aussi que l'augmentation du coût de la vie ralentit nettement. Pour les professionnels de la finance, ces nouvelles prouvent qu'il n'y a pas de nouvelle vague inflationniste incontrôlable qui obligerait la banque centrale à agir de manière brutale.

Ensuite, un autre élément important montre que l'économie a besoin d'un peu de douceur. Les achats réalisés par les familles américaines dans les magasins ont baissé au cours du mois de juillet, après avoir déjà reculé le mois d'avant. Cela représente une

baisse d'environ 0,6 % des ventes au détail, pour un total de plus de 760 milliards de dollars. Cela signifie que les ménages dépensent un peu moins d'argent et font beaucoup plus attention à chaque achat, en raison du coût élevé de la vie et des factures d'énergie. Face à ce ralentissement, les experts disent que même si la vie reste un peu chère, ce n'est pas le moment de rajouter de la difficulté avec de nouvelles mesures strictes qui risqueraient de bloquer complètement l'économie. Toutes ces bonnes nouvelles ont fait un bien fou à la Bourse de New York. Les investisseurs poussent un grand soupir de soulagement, car des taux d'intérêt trop hauts font beaucoup de mal aux entreprises qui ont des dettes et poussent souvent les actionnaires à retirer leur argent de la Bourse pour aller acheter des placements garantis qui rapportent

plus. En voyant le danger d'une nouvelle hausse des taux s'éloigner, les indices boursiers les plus importants, comme le S&P 500 et le Nasdaq, ont pu se maintenir très près de leurs records historiques.

Malgré tous ces chiffres, la situation géopolitique reste extrêmement fragile, notamment au Moyen-Orient. Les États-Unis viennent de menacer l'Iran de sanctions économiques extrêmement dures après de nouveaux incidents en mer impliquant des bateaux de commerce et des navires liés à des pays voisins. Ces tensions font craindre des hausses soudaines du prix du pétrole, ce qui pourrait à nouveau faire repartir l'inflation mondiale. C'est pour cette raison que les marchés restent prudents, car la tranquillité économique dépend encore de facteurs extérieurs très imprévisibles.

R.T

CARBURANT

LA NATIONALISATION DES IMPORTATIONS
ENTRE DANS SA PREMIÈRE PHASE AU MADAGASCAR

Le poids des importations d'hydrocarbures fragilise l'économie malgache face aux turbulences extérieures. La tension actuelle sur l'énergie oblige aujourd'hui le gouvernement à repenser la logistique d'approvisionnement et la protection des services fondamentaux.

Par Nawal Bordji

Madagascar a lancé, le 12 août à Toamasina, la première opération concrète de son mécanisme rénové d'achat public de carburants. L'État a pris livraison du Sunda 1, un navire-citerne chargé de 67 millions de litres de gazole, intégralement attribués à la JIRAMA, l'entreprise publique en charge de l'eau et de l'électricité.

Cette livraison, obtenue auprès du groupe nigérian Sahara, doit assurer environ un semestre d'activité de la société. Elle survient après le rétablissement, le 17 juillet 2026, de l'état d'urgence énergétique, décidé face aux perturbations de l'offre pétrolière dues au conflit au Proche-Orient.

Cette réception illustre la mise en œuvre de la réforme du secteur aval, adoptée le 1er juillet, qui instaure une nationalisation des achats de carburants, auparavant gérés par des entreprises privées. Cette évolution touche un pays dont la quasi-totalité des ressources énergétiques vient de l'étranger, et dont la production électrique dépend largement des combustibles liquides.

Les ruptures fréquentes observées ces derniers mois ont fait de l'alimentation régulière de la JIRAMA une priorité absolue. En affectant l'intégralité du chargement du Sunda 1 à cette der-

nière, le pouvoir entend constituer un volant de sécurité suffisant pour garantir le fonctionnement des installations électriques sur plusieurs mois.

Le chef de l'État, Michaël Randrianirina, compte aussi tirer parti de cette fenêtre pour renforcer le contrôle des stocks et analyser les dysfonctionnements éventuels dans l'utilisation du carburant au sein de la compagnie. Toutefois, les informations disponibles ne permettent pas d'affirmer que les carences internes de la JIRAMA aient été le motif principal de la nationalisation.

Cette réforme semble davantage répondre à la fragilité structurelle du dispositif d'approvisionnement, que la crise a mise en lumière. En intervenant directement dans certains achats, l'État veut prioriser les volumes indispensables aux services de base, au premier rang desquels la production d'électricité et la distribution d'eau.

Néanmoins, cette initiative se heurte aux limites des infrastructures actuelles.

Le nouveau schéma doit coexister avec les commandes commerciales déjà planifiées par les opérateurs privés. L'un de leurs pétroliers devait accoster à Toamasina avec du gazole, environ 15 000 m³ d'essence sans plomb et du pétrole lampant. Le Groupement pétrolier de Madagascar (GPM), qui regroupe notamment les intérêts de TotalEnergies et de Vitol, dénonce une complication liée à la réquisition, le 4 août, des réservoirs du terminal pétrolier par l'administration.

Le problème est avant tout matériel. Les deux filières dépendent des mêmes installations portuaires et d'une capacité de stockage restreinte. L'arrivée simultanée de plusieurs cargaisons exige donc une programmation rigoureuse des déchargements et des transports vers les zones de distribution.

Le GPM reproche aux pouvoirs publics un manque de coordination entre l'opération publique et les livraisons privées déjà établies. Selon lui, tout retard dans le déchargement de son navire pourrait retarder la reconstitution des réserves destinées au marché intérieur.

L'État rétorque que les deux flux peuvent être gérés en parallèle. Le gazole du Sunda 1 étant affecté à la JIRAMA, il n'entre pas en concurrence avec le circuit marchand. Des aménagements sont à l'étude, comme une rotation des opérations de déchargement ou le transfert d'une fraction du carburant public vers d'autres sites de stockage.

L'épisode de Toamasina révèle ainsi le défi central de la réforme : l'État doit sécuriser les approvisionnements de la JIRAMA tout en préservant le bon fonctionnement du marché approvisionné par les sociétés privées.

La question est d'autant plus cruciale que Madagascar demeure vulnérable aux aléas internationaux du commerce pétrolier et à la volatilité des cours. Garantir les achats ne règle donc pas tout. Les volumes importés doivent encore pouvoir être réceptionnés, entreposés et distribués dans le respect des contraintes logistiques existantes.

Pour l'exécutif, le stock constitué pour la JIRAMA représente une réponse immédiate à l'urgence énergétique. Pour les opérateurs privés, l'entrée d'un acheteur public ouvre une ère nouvelle, dont les règles de cohabitation restent à définir.

L'avenir de la réforme se jugera tant sur sa capacité à garantir le carburant de la JIRAMA que sur son aptitude à ne pas générer de tensions sur l'approvisionnement commercial.

N.B

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

LE BILAN DES VICTIMES S'ÉLÈVE À 73.391 MARTYRS ET 174.280 BLESSÉS

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza, en cours depuis le 7 octobre 2023, s'est alourdi à 73.391 martyrs et 174.280 blessés, ont indiqué samedi les autorités sanitaires palestiniennes.

Selon les mêmes sources, les hôpitaux de la bande de Ghaza ont accueilli, au cours des dernières 48 heures, deux martyrs et 14 blessés, précisant que le nombre total de martyrs depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, s'est élevé à 1.262, tandis que celui des blessés a atteint 4.168. Huit cent huit (808) dépouilles ont également été exhumées.

Les mêmes sources ont ajouté que plusieurs victimes se trouvent toujours sous les décombres, alors que les équipes de secours et de sauvetage sont dans l'incapacité de les atteindre.

RI



ATTAQUES SIONISTES CONTRE LE SECTEUR SANITAIRE

LA PALESTINE APPELLE À UNE INTERVENTION INTERNATIONALE

Le ministère palestinien de la Santé a condamné l'escalade des attaques perpétrées par des colons sionistes contre des établissements médicaux et des professionnels de santé, exigeant une intervention internationale urgente.

Dans un communiqué relayé samedi par l'agence de presse Wafa, le ministère a rapporté que "la dernière de ces attaques a ciblé l'infirmier Muhammad Nabil Mutawwar, 26 ans, originaire de la ville de Sa'ir et travaillant à l'hôpital gouvernemental de Dura".

"Ce dernier a été blessé par balles réelles tirées par des colons sionistes lors de leurs attaques contre la ville. Touché devant son domicile, il a subi des blessures au dos et à

la colonne vertébrale, entraînant des lésions de la moelle épinière et une paralysie partielle. Il a d'abord été transféré à l'hôpital gouvernemental d'El Khalil, puis à l'hôpital Al-Ahli pour y poursuivre son traitement et recevoir les soins nécessaires", a détaillé le ministère palestinien. Exprimant sa pleine solidarité avec M. Mutawwar et sa famille, le ministère a déclaré que ces attaques représentent "une grave atteinte à tous les principes et normes humanitaires".

Il a souligné que "les professionnels de santé accomplissent leur mission humanitaire au service des citoyens et que les prendre pour cible constitue une attaque contre le système de santé et le droit des patients et

des citoyens d'accéder aux services de santé en toute sécurité, en particulier en cette période critique où chaque professionnel de santé est indispensable pour prodiguer des soins".

Dénonçant la poursuite et l'escalade de ces attaques, en l'absence de toute responsabilité, il a exigé une intervention internationale urgente pour mettre fin aux attaques des colons et assurer la protection du peuple palestinien, notamment du personnel médical et soignant qui continue d'exercer son devoir humanitaire en toutes circonstances.

RI

OCI

MISE EN GARDE CONTRE LES MESURES SIONISTES VISANT À IMPOSER L'ANNEXION SUR LA PALESTINE OCCUPÉE

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a mis en garde, vendredi soir, contre les dangers de l'annonce par les autorités d'occupation sionistes de leur intention de prendre des mesures et d'accorder des prérogatives illégales, dans le cadre de la mise en œuvre de projets visant à imposer l'annexion illégale et la prétendue "souveraineté" sioniste sur la Palestine occupée. Dans un communiqué, le Secréariat général de l'OCI a affirmé que l'occupation et la colonisation sionistes, ainsi que toutes les mesures, entités et institutions qui leur sont liées, sont illégales, soulignant que tout ce qui en émane constitue une violation flagrante du droit international, des résolutions de la légalité internationale et de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ).

L'Organisation a renouvelé son appel à la communauté internationale, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, afin qu'elle assume ses responsabilités et prenne les mesures nécessaires pour contraindre l'entité occupante à mettre fin à ses politiques fondées sur les crimes de meurtre, la colonisation, l'annexion, le terrorisme organisé, le blocus et le déplacement forcé, et à respecter les résolutions et instruments internationaux.

L'OCI a également appelé à activer les mécanismes de la justice internationale afin de garantir la reddition de comptes et les poursuites judiciaires contre les auteurs des crimes commis par l'occupation sioniste dans les territoires palestiniens occupés, conformément au droit pénal international.

RI

ITALIE

RÉOUVERTURE DE L'AÉROPORT DE CATANE APRÈS L'ÉRUPTION DE L'ETNA

L'aéroport italien de Catane, en Sicile, a rouvert samedi après avoir suspendu ses vols pendant une semaine en raison d'une éruption de l'Etna, volcan voisin qui a projeté des cendres dans le ciel.

Les vols ont repris à 14H00 (12H00 GMT), après "l'abaissement du niveau d'alerte lié à l'activité volcanique du rouge à l'orange", a indiqué l'aéroport sur son site internet.

La suspension des vols a perturbé les projets de milliers de vacanciers et suscité des interrogations sur l'avenir de l'aéroport.

L'aéroport avait entamé le 8 août une série de

fermetures, qui ont été prolongées jour après jour.

L'éruption a également attiré de nombreux visiteurs sur l'Etna, où d'impressionnantes coulées de lave pouvaient être observées de près.

Culminant à plus de 3.300 mètres, l'Etna est le plus haut volcan actif d'Europe et a connu de fréquentes éruptions au cours des 500.000 dernières années.

En 2024, environ 12 millions de passagers ont transité par l'aéroport international de Catane, qui dessert la partie orientale de la Sicile, l'une des destinations touristiques les plus prisées d'Italie.

RI

LIBAN

SEPT MARTYRS DANS UNE FRAPPE SIONISTE SUR LE SUD

Au moins sept personnes sont tombées en martyrs samedi matin suite à une frappe sioniste dans le sud du Liban, a indiqué l'Agence nationale de l'information (ANI). "Une frappe menée par des avions de combat ennemis contre une habitation" située à la périphérie du village d'Ansar "a fait sept martyrs et trois blessés", a rapporté l'ANI.

La même source a fait savoir que la frappe a détruit la maison et les équipes de secours procèdent actuellement au déblaiement des décombres et au transport des blessés à l'hôpital.

L'ANI a indiqué que "la vallée située entre Ansar et Zarariyeh a également été la cible d'une frappe, la première à une telle profondeur dans le territoire depuis le cessez-le-feu il y a deux mois". Elle a fait

également état de frappes aériennes et de tirs d'artillerie dans le secteur de la crête d'Ali al-Taher, une colline stratégique surplombant la région méridionale de Nabatiyé.

Cette semaine, l'ONG Human Rights Watch a exhorté les Nations unies à maintenir une force internationale au Liban après l'expiration, cette année, du mandat de ses Casques bleus, affirmant qu'ils "constituent un moyen de dissuasion essentiel contre les attaques visant les civils et les violations des droits humains". Le bilan des victimes de l'agression sioniste contre le Liban s'est alourdi à 4.335 martyrs et 12.277 blessés, avait annoncé dimanche dernier le ministère libanais de la Santé.

RI

ETATS-UNIS

UN HOMME TUE CINQ PERSONNES DANS LE MICHIGAN AVANT DE SE SUICIDER

Un homme de 39 ans a tué cinq personnes avant de se suicider lors d'une série de meurtres survenus vendredi dans le Michigan, a annoncé la police de cet Etat américain. Elle a précisé dans un communiqué que des agents étaient intervenus après des signalements faisant état d'une fusillade dans une maison du comté de Missaukee vers 11H40 heure locale (15H40 GMT), avant d'y découvrir trois per-

sonnes décédées et une autre gravement blessée. Le suspect, Chad Hickman, s'était enfui avant l'arrivée des forces de l'ordre, ce qui a déclenché une chasse à l'homme de "grande envergure", a indiqué la police, précisant qu'au cours des recherches, les agents avaient découvert le corps d'une quatrième personne dans une autre maison. Le véhicule de Chad Hickman a été repéré près du

lac Whitlock, dans le canton de Caldwell. Les policiers y ont découvert son corps, ainsi que celui d'une autre personne dans les bois, a ajouté la police. Le mobile de ces meurtres n'était pas connu dans l'immédiat. Les autorités ont souligné qu'une enquête était en cours.

RI

PIRATAGE NEW LOOK
DES IA SE TRANSFORMENT EN HACKERS!

Le ministère des Affaires numériques taiwanais confirme que des pirates ont utilisé des agents IA pour infiltrer des systèmes gouvernementaux. Une attaque inédite qui relance les inquiétudes sur l'usage malveillant de l'intelligence artificielle.

Par Yakout Abina

En juillet dernier, plusieurs agences gouvernementales taiwanaises ont été la cible de cyberattaques d'un genre nouveau. Selon le ministère des Affaires numériques, des pirates informatiques ont déployé un « modèle hybride » combinant des agents d'intelligence artificielle, dont la plateforme OpenClaw, pour faciliter leurs opérations. Ces agents ont permis d'enchaîner rapidement différentes techniques d'intrusion, exploitant même des systèmes secondaires comme les sauvegardes ou les environnements de test. Ce qui a conduit à des attaques rapides, peu coûteuses et menées à grande échelle.

La confirmation officielle intervient après une enquête du Financial Times, qui a révélé que des pirates avaient utilisé des agents IA open source pour concevoir un outil autonome. Celui-ci aurait mobilisé jusqu'à huit agents capables de cartographier 21 systèmes gouvernementaux, d'explorer leurs vulnérabilités et de modifier leurs tactiques en cas d'échec. Le quotidien britannique a qualifié l'opéra-



tion de « première du genre », soulignant son caractère inédit dans l'histoire des cyberattaques.

« PAS UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU », MAIS UNE ÉTAPE FRANCHIE

Pour Kenny Huang, président du Taiwan Network Information Center, l'attaque marque une évolution significative : « Les cyberattaques basées sur l'IA ne sont pas un phénomène nouveau, mais c'est la première fois que plusieurs agents

IA sont utilisés simultanément pour mener une opération. » Cette capacité à coordonner plusieurs agents autonomes ouvre la voie à des attaques plus sophistiquées, capables de s'adapter en temps réel aux défenses mises en place.

Le ministère des Affaires numériques assure que les agences concernées ont « successivement mis en œuvre les mesures de riposte », sans préciser l'ampleur des dégâts ni les cibles exactes. Mais l'incident illustre la difficulté croissante des États à contenir des

attaques menées par des systèmes capables d'apprendre et de se réorganiser sans intervention humaine.

UNE ALERTE MONDIALE

Au-delà de Taïwan, cette affaire relance le débat sur la militarisation de l'intelligence artificielle. Les experts en cybersécurité redoutent que des agents IA autonomes deviennent des armes numériques capables de déstabiliser des infrastructures critiques. La rapidité, le faible coût et la capacité d'adaptation de ces attaques en font un outil redoutable pour des acteurs étatiques ou criminels.

Pour Taipei, l'épisode confirme que la frontière entre guerre numérique et guerre conventionnelle rétrécit. Et pour la communauté internationale, il s'agit d'un signal d'alarme : l'IA, longtemps perçue comme un outil de progrès, peut aussi devenir un instrument de déstabilisation.

Cette évolution marque une rupture : là où, autrefois, des individus lançaient manuellement des attaques, ce sont désormais des systèmes autonomes capables d'apprendre, de s'adapter et de multiplier les techniques d'intrusion qui prennent le relais. Les agents IA ont exploité des environnements secondaires comme les sauvegardes ou les systèmes de test, ce qui a permis des offensives rapides, peu coûteuses et menées à grande échelle.

Y.A

FIN DU MOTEUR THERMIQUE
RENAULT PRÉPARE
UNE RUPTURE TOTALE
POUR LA PROCHAINE CLIO

Alors que la Clio actuelle est encore toute récente, Renault anticipe déjà la relève avec une sixième génération qui sera surprenante à plus d'un titre. Son format sera en effet inédit alors que les blocs thermiques pourraient disparaître pour la première fois.

Renault est plutôt en forme, ce qui est une bonne nouvelle. Mais cette santé n'est pas sortie du chapeau : la marque a opéré une offensive produit sans précédent, avec des modèles plus séduisants les uns que les autres. La philosophie néo-rétro portée par les R5, R4 et Twingo fonctionne tout aussi bien que les produits plus conventionnels comme la Clio, l'Austral et le Scénic. Tout va pour le mieux, donc.

Style néo-rétro : pourquoi Renault refuse de vivre dans le passé

Mais là est justement le piège : croire que tout va bien pour faire passer le temps. Or, se reposer sur ses lauriers dans l'industrie automobile, c'est souvent fatal. Raison pour laquelle Renault anticipe déjà la prochaine génération de la Clio, son best-seller absolu. Alors, style rétro ou non pour la future citadine ? Interrogé par Autocar, Fabrice Cambolive, PDG du Losange, explique que la réflexion ne donne lieu à aucune hésitation :

Ce genre de modèle « doit s'inscrire dans l'ère moderne [...]». On peut adopter un style rétro s'il y a une bonne raison, mais sans raison, c'est voué à l'échec », affirme-t-il. Selon lui, il n'est pas raisonnable de faire une bascule intégrale vers le néo-rétro car « on est voué à l'échec si l'on ne fait que de vivre dans le passé ». Il faudrait plutôt trouver un juste équilibre entre l'ancien et le nouveau.

La stratégie de Renault : un savant mélange entre icônes et nouveauté

« Il faut un tiers de voitures iconiques, comme la R5, la R4 et la Twingo ; un tiers de modèles emblématiques, comme la Clio et le Scénic ; et ensuite, il faut laisser les designers proposer quelque chose de totalement nouveau ».

C'est peut-être par là que se dirigerait la septième génération de la Clio, vers « un sous-segment inexploité, celui des citadines à faible puissance où nous devons inventer le successeur de la Clio ».

« Je ne sais pas si nous aurons un moteur thermique » : le grand flou

La réponse est alors claire : la prochaine Clio « ne devrait pas être rétro [car il s'agit d'une] voiture emblématique, et nous devons envisager la nouvelle Clio dans cette optique, sans chercher à l'intégrer dans un monde entièrement électrifié ». Sur la question des motorisations, le doute persiste en revanche : « je ne sais pas si nous aurons un moteur thermique à ce stade ».

Vers une électrification totale à l'horizon 2030 ?

Ce qui est certain, c'est que Renault vise d'ici 2030 « une électrification à 100 % comprenant 50 % de véhicules électriques ».

Si le patron parle effectivement du mix des ventes, il y a de fortes chances que la Clio intègre une version électrique puisqu'elle restera à coup sûr la meilleure vente de la marque. Tout cela ne se vérifiera qu'à la mi-2030, quand arrivera effectivement la Clio 7.

R.S.H.T

LUNETTES CONNECTÉES DE META
BIENTÔT AU TRIBUNAL
PÉNAL

Après les régulateurs et la CNIL, c'est la justice pénale qui s'invite sur le nez de Meta. Une plainte déposée en Allemagne vise ses lunettes connectées et, pour la première fois, les boutiques qui les vendent.

L'association allemande HateAid a déposé le 12 août une plainte pénale auprès de l'unité cybercriminelle du parquet de Francfort, qui a confirmé l'avoir reçue et l'examiner à titre préliminaire. Dans le viseur : Meta, les marques Ray-Ban et Oakley du groupe EssilorLuxottica, mais aussi quatre enseignes qui commercialisent les montures connectées, dont Fielmann, Apollo-Optik, MisterSpex et MediaMarkt. Autrement dit, toute la chaîne, du concepteur au comptoir de l'opticien.

Vendre des lunettes connectées, bientôt un délit ?

Jusqu'ici, les Ray-Ban Meta s'attiraient surtout des ennuis côté protection des données, un contentieux qui se règle à coups d'amendes. La loi allemande sur la vie privée numérique interdit, elle, les dispositifs d'écoute ou de captation déguisés en objets du quotidien. Les contrevenants s'exposent à une peine allant jusqu'à deux ans de prison, assortie de la confiscation des profits. La thèse de l'association tient en une ligne : une caméra et des micros logés dans une monture banale, signalés par une diode grosse comme une tête d'épingle, cochent précisément cette définition. La plainte réclame au passage un encadrement des zones d'enregistrement, sur le modèle des règles applicables aux dashcams. Meta conteste cette lecture et défend des garde-fous pensés dès la conception : la diode s'allume à chaque capture, et un verrou logiciel coupe la caméra si elle est masquée. Des autocollants vendus quelques euros en ligne permettent déjà de neutraliser cette protection, ce qui n'aide pas la démonstration. La directrice de HateAid, Josephine Ballon, résume l'enjeu sans détour : « Il n'y a aucun endroit où échapper aux lunettes connectées. Vous devez vous attendre à être filmé à tout moment, puis exposé sur Internet. » A ce stade, il s'agit de l'argumentaire d'une plainte, pas d'une décision de justice, et le parquet reste libre de classer le dossier. Le simple fait qu'il l'étudie place néanmoins les revendeurs dans une position inédite (l'opticien du coin appréciera de découvrir qu'il vend potentiellement du matériel d'espionnage).

Pourquoi l'Europe se crispe sur la monture de Meta

Cette plainte ne sort pas de nulle part, elle couronne un été de pression continue. Fin juillet, le commissaire à la protection des données de Hambourg a testé les lunettes, jugé leur diode d'enregistrement insuffisamment visible et évoqué ouvertement une possible interdiction. En France, la CNIL a lancé un plan d'action sur les lunettes connectées et reçu une première plainte, pendant que les montures, vendues entre 329 et 419 euros, s'écoulaient tranquillement en rayon. Et le gendarme français des données a déjà prouvé qu'il ne plaisantait pas avec les caméras trop curieuses. La reconnaissance faciale de Clearview AI lui a valu une amende de 20 millions d'euros, le maximum possible à l'époque.

Pour les porteurs de lunettes Meta, rien ne change demain matin, l'objet reste parfaitement légal à l'achat comme à l'usage en France. Pour tous les autres, c'est une autre histoire : le droit à l'image existe, mais encore faut-il savoir qu'on est filmé pour le faire valoir. C'est très exactement le trou dans la raquette que la plainte allemande entend transformer en affaire pénale.

R.S.H.T

EBOLA

LE VIRUS TUE UNE PERSONNE TOUTES LES 30 MINUTES EN RDC

L'épidémie d'Ebola continue de se propager rapidement en République démocratique du Congo. L'ONU appelle la communauté internationale à renforcer son aide pour lutter contre le virus, alors que plus de 2 000 personnes sont déjà mortes.

Par Hamida Indja

En RDC, le virus Ebola tue une personne toutes les trente minutes. Face à cette situation, Tom Fletcher, responsable des affaires humanitaires et des secours d'urgence à l'ONU, demande aux pays du monde entier d'accroître leur soutien pour combattre la maladie.

Dans un communiqué, Tom Fletcher a qualifié cette épidémie de « plus rapide propagation jamais enregistrée ». Il a souligné qu'il est urgent d'intensifier les moyens de lutte et de renforcer la solidarité internationale avant que l'épidémie ne continue de gagner du terrain parmi la population.

Il a également indiqué que de nombreuses personnes sont en danger, et a ajouté que plusieurs pays ont déjà versé environ 300 millions de dollars à un fonds destiné à combattre la maladie.

Le responsable onusien a aussi averti qu'« Ebola est en train de gagner » en RDC, estimant qu'il ne



faut pas laisser le virus devenir plus puissant que l'aide apportée par les pays qui tentent d'endiguer la propagation.

Tom Fletcher a insisté sur la nécessité de répondre en priorité aux besoins de la population en eau, en hygiène, en soins de santé et en autres services essentiels dans les régions touchées. Il a ap-

pelé la communauté internationale à agir vite pour stopper la maladie.

Il a également annoncé l'envoi de vingt agents supplémentaires sur « les lignes de front » de la lutte contre Ebola, mais a précisé que les efforts doivent encore être renforcés.

Le responsable a affirmé qu'il fallait doubler les équipes char-

gées d'enterrer les morts de façon propre et respectueuse, et tripler les places disponibles pour soigner les malades. Il a ajouté qu'il était nécessaire de mieux surveiller les personnes ayant été en contact avec le virus et d'envoyer davantage de chefs expérimentés.

Depuis l'annonce de l'apparition de l'épidémie en RDC, le 15 mai dernier, Ebola a fait au moins 2 184 morts sur plus de 4 600 cas. L'ONU avait déjà averti que cette épidémie pourrait devenir la plus meurtrière de l'histoire de la maladie.

Le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU a annoncé une aide supplémentaire de 30,5 millions de dollars. Cette somme s'ajoute aux 24 millions déjà versés pour aider la RDC et quatre autres pays à faire face à l'épidémie.

Cette aide intervient notamment après la découverte de cas dans six provinces de la RDC, en Ouganda, ainsi que près de la frontière avec le Soudan du Sud.

Au cours des cinq dernières années, le virus Ebola a causé la mort de plus de 15 000 personnes en Afrique. L'épidémie la plus meurtrière, survenue entre 2018 et 2020, avait entraîné près de 2 300 décès pour environ 3 500 cas.

H.I

PRÉVENTION DES CRUES

TÉBESSA SE MOBILISE

Le vice-président de l'Assemblée populaire communale de Tébessa, Abdallah Djouini, a annoncé samedi que les autorités locales ont engagé une grande campagne de désenvasement des oueds et de collecte des résidus solides dans les zones habitées et leurs périphéries, afin d'écarter tout danger lié aux crues.

Par Halim Derdar

S'exprimant lors d'une journée dédiée au nettoyage du lit d'Oued El Mizab, l'élus a souligné auprès de l'APS que cette action est réalisée en synergie avec plusieurs services partenaires, notamment l'Entreprise publique locale de l'hygiène, l'Office national de l'assainissement et la direction des travaux publics.

Il a ajouté que cette initiative se déploiera tout au

long de la semaine pour couvrir divers secteurs sensibles, comme la route principale, les cités Batigec et El Djorf, ainsi que le curage de plusieurs cours d'eau, dont Oued El Naqess, Oued El Mizab et Oued Zaarour.

Les brigades interventionnelles s'attellent à évacuer les déchets solides non putrescibles, à déboucher les grilles d'avaloirs et les conduits pluviaux, tout en procédant au nettoyage des voiries et places publiques, avec l'implantation de nouveaux conteneurs pour les ordures ménagères.

Selon M. Djouini, cette opération s'inscrit dans une logique préventive visant à protéger la cité contre les inondations, sauvegarder les personnes et les biens, faciliter l'écoulement des eaux de pluie et réduire les risques de colmatage des bouches d'égout et des réseaux d'assainissement.

H.D

INCENDIES DE FORÊT

L'EUROPE FACE À DES SINISTRES DE GRANDE AMPLEUR

Des pays européens faisait face samedi à des incendies de grande ampleur favorisés par la sécheresse qui sévit depuis quelque temps et des épisodes caniculaires exceptionnels qui s'enchaînent depuis la fin du printemps dernier.

Dans l'est de la Belgique, des opérations d'évacuation ont débuté dans un certain nombre de villages proches d'un incendie qui a déjà ravagé plus de 1.650 hectares de végétation. Le pays est confronté à l'un des plus gros feux de son histoire récente, selon des responsables locaux.

En Espagne, un incendie ayant déjà affecté 15.000 ha de végétation en Aragon, dans le nord-est, a provoqué l'évacuation d'un millier de personnes. Au total, 600 pompiers ont été mobilisés.

En Andalousie, un responsable des secours, Antonio Sanz, a dit "voir le début de la fin" de l'incendie en cours depuis huit jours, qui a parcouru 25.000 ha. "Pour la première fois, le feu n'a pas avancé de la nuit", a-t-il ajouté.

En France, les feux ont déjà détruit 1.600 hectares de végétation dans les Landes, au sud-ouest du pays où des évacuations ont été décidées pour protéger la population. En tout, 650 personnes ont été évacuées, selon le préfet du département

des Landes, Gilles Clavreul, qui précise qu' "aucune habitation" n'a été touchée depuis le début de l'incendie.

En Croatie, une centaine de pompiers ont lutté toute la nuit contre un important feu de forêt qui s'est déclaré vendredi soir sur l'île de Dugi otok, au large de Zadar, dans le centre du littoral croate, menaçant un grand nombre de logements. Ils ont réussi à maîtriser cet incendie de pinèdes et de maquis après un renfort samedi matin de deux canadiens, ont indiqué les autorités.

En Serbie, un incendie s'étend sur 2.500 hectares et sévit depuis plusieurs jours dans la réserve naturelle de Deliblatska pescara, à une cinquantaine de kilomètres de Belgrade, où environ 300 pompiers, militaires et des membres de divers services sont déployés, selon le gouvernement. Par ailleurs, les pompiers étaient toujours en état d'alerte maximale samedi en Grèce, où le risque d'incendie reste très élevé sur plusieurs régions du pays en raison des vents violents.

Plus d'une cinquantaine d'incendies agroforestiers se sont déclarés ces dernières 24 heures, dans le pays, qui pour la plupart ont pu être maîtrisés rapidement, selon les pompiers.

R.ENV

AFRIQUE DE L'EST

PLUS DE 40 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT D'UNE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

L'Afrique de l'Est fait face à une crise humanitaire majeure avec plus de 40 millions souffrant d'insécurité alimentaire aiguë, a déclaré le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires, OCHA, dans un rapport publié vendredi soir. "Au total, 40,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, notamment au Soudan du Sud, au Soudan et en Somalie, tandis que les niveaux de malnutrition aiguë restent alarmants, touchant 8,3 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois", a rapporté le bureau onusien pour la coordination des affaires humanitaires.

Selon le bureau onusien, la situation est aggravée par "une charge importante d'épidémies en 2026, notamment le choléra, avec plus de 12 000 cas recensés au Soudan du Sud depuis le début de l'année".

"Alors que des cas d'Ebola continuent d'être signalés en RDC, les pays voisins dont l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud renforcent leurs mesures de préparation, cela exerce une pression supplémentaire sur des ressources limitées et risque de restreindre les fonds disponibles pour répondre à de nouveaux chocs", rapporte OCHA.

Le rapport précise que la situation est aggravée par "la conjugaison de plusieurs facteurs de pression, notamment les niveaux déjà élevés de déplacements, d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition, auxquels s'ajoutent de sévères contraintes de financement, les répercussions de la crise au Moyen-Orient et la récente épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC), qui fait peser des risques accrus sur les pays voisins, aggrave la vulnérabilité existante". Selon l'Organisation météorologique mondiale, OMM, l'Afrique de l'Est est aussi menacée par un épisode majeur du phénomène climatique El Nino qui risque d'entraîner des précipitations excessives, des inondations dévastatrices et d'aggraver l'insécurité alimentaire dans une région déjà très vulnérable.

R.ENV

MOBILISATION NATIONALE POUR L'AUTISME

DÉPISTAGE PRÉCOCE ET ACCOMPAGNEMENT, UNE PRIORITÉ AVANT LA RENTRÉE

La sensibilisation au repérage précoce des troubles autistiques chez les jeunes enfants se déploie actuellement sur l'ensemble du territoire, à l'approche de l'année scolaire 2026-2027, comme l'a rapporté jeudi un avis officiel du ministère chargé de la Solidarité, de la Famille et de la Condition féminine.

Par Yousra Dali

Cette action, initiée par le département ministériel, s'inscrit dans le suivi des directives présidentielles de M. Abdelmadjid Tebboune et vise à consolider les actions du secteur pour le diagnostic précoce et l'orientation spécialisée des enfants concernés, sous l'égide de la ministre Soraya Mouloudji, d'après la même source.

Elle relève aussi de la stratégie sectorielle consistant à accroître la prise de conscience collective face à ce trouble, facilitant ainsi l'aiguillage vers les filières de soins et d'accompagnement adaptés, et améliorant les perspectives d'in-



sertion scolaire et sociale, ajoute le document.

Cette démarche s'inscrit parallèlement dans les préparatifs du secteur pour la prochaine rentrée des élèves à besoins particuliers,

en misant sur l'implication précoce des familles dans le processus de réadaptation, par l'apprentissage des signaux précoces appelant une réaction rapide et la réunion des conditions propices à une sco-

larisation dans un cadre stable et favorable.

Dès ses premières journées, l'opération rencontre un écho favorable auprès des familles, qui échangent activement avec les équipes pluridisciplinaires sur le terrain – psychologues, orthophonistes et travailleurs sociaux –, lesquelles parcourent les diverses localités et lieux publics pour toucher les publics visés, selon le communiqué.

Pour exécuter leur mission, ces groupes privilégient le contact direct avec les parents, par l'écoute, l'échange et la réponse à leurs interrogations, tout en prodiguant des éclaircissements et des recommandations, en remettant des brochures et des outils pédagogiques vulgarisés sur le spectre autistique, et en rectifiant certaines croyances erronées fréquentes.

Cette campagne se prolongera dans l'ensemble des wilayas jusqu'à la rentrée scolaire, suivant un planning opérationnel précis, garantissant la réalisation progressive des étapes prévues et la concrétisation des objectifs arrêtés.

Y.D

COMPÉTITION CORANIQUE À MASCARA MÉMOIRE, PSALMODIE ET EXÉGÈSE RÉUNISSENT 233 PARTICIPANTS

À partir de ce samedi, 233 jeunes et enfants de la wilaya de Mascara prennent part au concours local portant sur la mémorisation, la psalmodie et l'interprétation du Coran, ouvert à la mosquée centrale « Imam Muslim » du chef-lieu, en commémoration du Mawlid Ennabaoui.

Cette épreuve, pilotée par la Direction des affaires religieuses et des wakfs, cible les 8-25 ans inscrits dans les établissements d'apprentissage coranique et les zaouïas de la région. Elle se déroule sur trois journées et comporte des tests portant sur les règles de récitation et l'explication du texte sacré.

Mercredi prochain, les vingt premiers classés seront désignés, puis distingués lors d'une cérémonie officielle organisée à la même mosquée, la veille de l'anniversaire du Prophète, avec le concours des autorités locales, d'après la même source.

Par ailleurs, le directeur intérimaire Brahim Mâachou a affirmé en marge de l'événement, que cette compétition met en lumière le travail accompli par les écoles coraniques et les zaouïas de la wilaya en matière



d'apprentissage et de transmission du Livre Saint. Rappelons que les phases préliminaires communales, tenues du 11 juillet au 8 août dans les mosquées des 16 daïras, avaient rassemblé plus de 1 100 jeunes, a précisé le même responsable.

Y.D

LOISIRS SCIENTIFIQUES LANCEMENT PROCHAIN DE LA RÉALISATION D'UN CENTRE À ALI MENDJELI

Les travaux du projet de réalisation d'un Centre de loisirs scientifiques seront "prochainement" lancés, à la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine), a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les infrastructures destinées à la jeunesse et à diversifier les espaces dédiés aux activités scientifiques, éducatives et récréatives dans cette ville, a précisé la cellule de communication de la wilaya.

Une fois opérationnelle, la future infrastructure renforcera les équipements publics de la circonscription administrative Ali Mendjeli, qui connaît une importante expansion

urbaine et démographique, à travers la mise en place d'espaces adaptés aux besoins des jeunes, selon la même source.

Le futur centre est appelé à constituer un espace dédié à la vulgarisation scientifique, à l'apprentissage, à la découverte et aux loisirs, offrant aux jeunes un cadre propice au développement de leurs connaissances et à l'organisation d'activités à caractère scientifique et éducatif, a-t-on souligné.

La réalisation de cet équipement contribuera également à accompagner le développement de cette ville par des infrastructures répondant aux besoins de sa population, notamment en matière d'animation, d'éducation scientifique et de loisirs, a-t-on indiqué.

R.S

ZIMBABWE LE BILAN DU NAUFRAGE D'UN FERRY GRIMPE À 68 MORTS



Le bilan du naufrage d'un ferry survenu cette semaine sur le lac Kariba, au Zimbabwe, s'est alourdi pour atteindre 68 morts après la récupération de nouveaux corps samedi, a annoncé la police zimbabwéenne.

La police "informe les Zimbabwéens et les parties concernées que le bilan de l'accident du bateau Kariba RIDA (Agence gouvernementale de développement rural auquel appartient le bateau) s'élève désormais à 68 morts, à la suite de la récupération de 22 corps" samedi, a-t-elle indiqué.

Un précédent bilan rendu public le 12 du mois en cours faisait état de 44 morts.

L'accident s'est produit lorsque ce ferry transportant au moins 119 personnes s'est retourné sur cette étendue d'eau séparant le Zimbabwe de la Zambie, obligeant les survivants à se réfugier sur la coque du navire.

Le président Emmerson Mnangagwa avait déclaré mercredi l'état de catastrophe après le naufrage de ce bateau, causé par le mauvais temps et de fortes vagues.

Le navire, d'une capacité de 90 personnes, comptait à son bord 5 membres d'équipage et 114 passagers adultes, a précisé dans un communiqué l'Unité de protection civile (CPU) du pays, chargée de la gestion des secours. Il transportait aussi un "nombre non précisé d'enfants n'ayant pas l'âge requis pour être munis d'un billet".

Le lac Kariba, situé à plus de 300 kilomètres au nord-ouest de la capitale Harare, constitue le plus grand lac artificiel du monde en volume.

R.S

ATHLÉTISME / LIGUE DE DIAMANT (ÉTAPE DE LAUSANNE)

DJAMEL SEDJATI AU RENDEZ-VOUS D'UN 800 M DE HAUT NIVEAU

Le coureur algérien Djamel Sedjati sera au départ du 800 m du meeting Athletissima de Lausanne, prévu vendredi 21 août, où il aura rendez-vous avec plusieurs des meilleurs spécialistes mondiaux de la discipline, à leur tête le Kényan Emmanuel Wanyonyi, champion olympique, le Canadien Marco Arop, champion du monde 2023, et l'Américain Brandon Miller, récent vainqueur à Londres.

Sedjati, 6e au classement mondial en 2026, affiche cette saison un chrono de 1 min 43 sec 19, alors que son record personnel, établi à 1:41.46, le place parmi les coureurs les plus rapides de l'histoire de la discipline.



L'Algérien devra notamment se mesurer à Wanyonyi, classé premier mondial cette année et deuxième performeur de tous les temps avec un record personnel de 1:41.11, réalisé en 2024 à Athletissima. Le Kényan, champion olympique en titre, avait alors échoué à seulement deux dixièmes du record

du monde de son compatriote David Rudisha (1:40.91). Autre adversaire de premier plan, Arop occupe actuellement la deuxième place du classement mondial et possède un record personnel de 1:41.20, tandis que Miller, révélation de la saison, a signé cette année un chrono de 1:42.19

et reste sur une victoire au meeting de Londres, le 18 juillet dernier. Le plateau lausannois comprend également l'Espagnol Mohamed Attaoui, 5e mondial et crédité d'un record personnel de 1:42.04, l'Irlandais Mark English (1:42.97), sacré jeudi champion d'Europe sur la distance, le Français Gabriel Tual (1:41.61), l'Italien Francesco Pernici, l'Espagnol David Barroso et le Polonais Patryk Sieradzki. Avec une telle concurrence, Sedjati aura l'occasion de se mesurer directement à l'élite mondiale du double tour de piste et de confirmer son statut parmi les principaux prétendants à une performance de premier plan sur la scène internationale. Le 800 m constitue traditionnellement l'une des épreuves phares d'Athletissima, avec des chronos de très haut niveau régulièrement enregistrés sur la piste lausannoise. En 2024, Emmanuel Wanyonyi avait notamment signé un exceptionnel 1 min 41 sec 11, à deux dixièmes du record du monde établi par David Rudisha.

RS

BASKETBALL

LA SUPER-DIVISION REPRENDRA LES 11 ET 12 SEPTEMBRE, LA NATIONALE 1 DAMES LE 25 SEPTEMBRE

La nouvelle saison 2026-2027 de basket-ball débutera les 11 et 12 septembre prochains avec la reprise du championnat de Super-Division messieurs, alors que la Nationale 1 dames débutera le 25 septembre, a annoncé samedi la Fédération algérienne de basket-ball (FABB) à l'issue de la réunion de coordination avec les clubs, tenue à Alger. La FABB a précisé que la Super-Division messieurs se déroulera selon la même formule de compétition que celle adoptée lors de la saison écoulée, avec la participation de 14 clubs, dont le WO Boufarik, tenant du titre, et les deux promus, le CM Oran et le WRB El Eulma. La Super-Division messieurs réunira le WO Boufarik, le NB Staouéli, le CS Tlemcen, le Rouiba CB, le MC Alger, l'USM Alger, l'USM Blida, le CR Béni Saf, le CSC Djisr Kasantina, le CRB Dar El-Beïda, l'US Sétif, le NA Hussein-Dey, ainsi que le CM Oran et le WRB El Eulma, promus à l'issue de la saison précédente. La Nationale 1 dames donnera, pour sa part, le coup d'envoi de son nouvel exercice le 25 septembre, selon le programme communiqué par la FABB.

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, la Fédération a indiqué que cette rencontre avec les représentants des clubs de la Super-Division et de la Nationale 1, messieurs et dames, s'est déroulée dans "une atmosphère marquée par un dialogue responsable, le sérieux et l'esprit de coopération". Les participants ont procédé à un échange de points de vue et examiné différentes questions liées au nouvel exercice sportif, dans l'objectif de parvenir à "une vision commune" permettant d'assurer un lancement à la hauteur de la place du basket-ball algérien. La FABB a également souligné la nécessité de "faire prévaloir l'intérêt supérieur du basket-ball national" et de poursuivre le travail commun en vue de développer les compétitions, soutenir les clubs et améliorer le niveau technique et organisationnel. L'instance fédérale a enfin appelé l'ensemble des acteurs du basket-ball national à poursuivre leurs efforts dans un esprit de responsabilité et de coopération, afin de contribuer au développement de la discipline et à l'amélioration de son niveau de professionnalisation.

RS

FOOT/ LIGUE 1 "MOBILIS" (PRÉPARATION)

LE MCA S'INCLINE FACE À AL-SADD SC À DOHA (0-2)

Le MC Alger, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, s'est incliné face au club qatari d'Al-Sadd SC 0-2 (mi-temps : 0-0), en match disputé samedi au stade Jassim Bin Hamad à Doha, dans le cadre du trophée "Al-Ahrar Cup." Le champion du Qatar en titre a ouvert le score par Yusuf Abdurisag (54'), avant que le rentrant et capitaine Hassan Al-Haydoos ne fasse le break (74'). L'attaquant brésilien d'Al-Sadd SC, Firmino, a raté un penalty à la 65e minute de jeu, stoppé par le portier algérois Abdelatif Ramdane. C'est la deuxième édition de cette compétition "Al-Ahrar Cup.", après la première disputée l'année dernière et remportée également par Al-Sadd. Pour rappel, lors des trois matchs de préparation, disputés en marge du stage effectué en Autriche, les triples champions d'Algérie ont fait match nul face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (1-1), avant de s'imposer de-

vant les Saoudiens d'Al-Hilal (2-0) et s'incliner face à Al-Shabab saoudien (1-3). De son côté, Al-Sadd SC, qui est allé se préparer également en Autriche, a disputé trois matchs de préparation sur place : face aux Tchèques du SK Sigma Olomouc (1-2), les Turcs de Trabzonspor (1-0) et les Chypriotes d'Aris Limassol (1-1). Sur le plan de recrutement, le MCA a enregistré l'arrivée jusque-là de cinq recrues : Kohili et Islam Abdelkader (Paradou AC), Mehdaoui (Olympique Akbou), Konaté (US Chaouia) et Mossi Nduwumwe (Singida Black stars/ Tanzanie), en attendant d'autres renforts avant la clôture de la période des transferts, fixée au 31 août. Le vieux club algérois entamera la défense de son titre à domicile face au MC Oran, le jeudi 27 août au stade Ali Ammar dit "Ali La Pointe" de Douera (21h00), lors de la 1re journée de la compétition.

RS

VOLLEY / MONDIAL U17 (GARÇONS) L'ALGÉRIE ÉVOLUERA DANS LA POULE E

La sélection algérienne masculine de volley-ball des moins de 17 ans (U17) a été versée dans la poule E du Championnat du monde de la catégorie, prévu du 19 au 29 août à Doha (Qatar), à l'issue du nouveau tirage au sort effectué samedi, intervenu après le retrait de quatre sélections. Initialement prévu avec 24 équipes, le tournoi mondial se déroulera finalement avec 20 sélections réparties en cinq poules de quatre équipes, à la suite du retrait des Etats-Unis, du Japon, de la République tchèque et de Porto Rico. La Fédération internationale de volley-ball (FIVB) n'a pas communiqué officiellement les raisons de ces retraits. L'Algérie, qui figurait dans la poule C lors du premier tirage effectué en mars dernier, aux côtés de l'Argentine, de Porto Rico et du Pakistan, évoluera finalement dans la poule E avec

l'Iran, la Chine Taipei et le Pakistan. Dans la nouvelle configuration, la poule A est composée du Qatar, pays hôte, de la Tunisie, de la France et du Venezuela. La poule B regroupe l'Italie (tenante), Cuba, l'Inde et la Roumanie, alors que la poule C est constituée de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et de la Pologne. La poule D comprend l'Espagne, l'Egypte, la Bulgarie et la Turquie. Selon la formule de compétition, chaque équipe disputera trois rencontres lors du tour préliminaire. Les 16 premières équipes au classement général combiné accèderont aux huitièmes de finale, tandis que les quatre dernières seront éliminées. La phase à élimination directe se poursuivra avec les quarts de finale et les demi-finales, avant les rencontres pour les médailles de

bronze et d'or. La sélection algérienne prépare actuellement ce rendez-vous mondial à travers sa participation à la deuxième édition du Championnat arabe U17, qui se déroule du 7 au 17 août à Bahreïn. Cette compétition constitue la dernière étape de préparation du Six national avant le Mondial de Doha, avec l'objectif de permettre aux jeunes volleyeurs algériens d'acquérir davantage d'expérience et de rythme compétitif avant leur entrée en lice sur la scène mondiale. Composition des poules : Poule A : Qatar, Tunisie, France, Venezuela Poule B : Italie, Cuba, Inde, Roumanie Poule C : Argentine, Brésil, Mexique, Pologne Poule D : Espagne, Egypte, Bulgarie, Turquie Poule E : Iran, Chine Taipei, Pakistan, Algérie.

RS

NOTRE ÉPOQUE

VOUS AVEZ DIT «DÉMOCRATIE»?

(1/6)

Contre l'imposture du libéralisme, rappelons la véritable signification, proprement révolutionnaire, d'un terme dévoyé.

Par Bruno Guigue

On n'a pas encore pris la mesure d'une réalité qui s'impose pourtant à l'observateur le plus distrait : des massacres coloniaux aux guerres impérialistes, les régimes dits démocratiques portent une lourde responsabilité dans les conflits qui ont frappé l'humanité depuis deux siècles. On peut toujours enfouir sa tête dans le sable. Mais dans le monde réel, ceux qui croient que la démocratie libérale de facture occidentale est pacifique par nature en sont pour leurs frais. Lorsque les faits invalident une hypothèse, c'est l'hypothèse qu'il faut revoir, non les faits : que la démocratie incarne le respect de la vie humaine et la paix entre les peuples est une hypothèse de ce genre. On dira qu'il faut d'abord s'entendre sur la signification de ce terme. C'est vrai. Et puisque les régimes existants en Occident se désignent eux-mêmes de la sorte, il est légitime de poser la question de leur véritable nature.

LA DÉMOCRATIE INTROUVABLE

Singulier destin que celui de la démocratie : elle n'a jamais existé qu'aux marges de l'histoire, mais l'idée que s'en fait le discours dominant sert de critère moral permettant de séparer le bon grain de l'ivraie : d'un côté les bons régimes, de l'autre les mauvais. Encore faut-il savoir d'où elle vient. Puissance du peuple, *kratia* du *dèmos*, elle se définit comme le gouvernement du peuple par lui-même. Ce régime a pris une forme radicale dans les cités grecques, et notamment à Athènes aux Ve et IV^e siècles avant notre ère. Réunis en assemblée, les citoyens votent les lois préparées par les membres du conseil et prennent les décisions qui engagent l'avenir de la cité. Phénomène rarissime dans l'histoire humaine : plusieurs milliers de citoyens participent à des débats publics et sont appelés à voter pour décider de la guerre et de la paix, élire des dirigeants révocables ou valider des réformes institutionnelles. C'est cette expérience historique qui est à l'origine du concept occidental de démocratie. De telles pratiques ont manifestement requis des conditions particulières — le fameux «miracle grec» —, dont il n'y a aucun autre exemple à une échelle comparable.

La grande nouveauté de ces institutions réside dans la règle intangible selon laquelle seule l'assemblée des citoyens est souveraine. Assignés à des tâches précises, élus ou tirés au sort pour une durée limitée, révocables à tout moment, les magistrats de la cité sont mis dans l'impossibilité de capter le pouvoir à leur profit. Car la puissance détenue par le *dèmos* ne saurait faire l'objet d'une délégation à une instance extérieure. Prérogative du peuple, elle ne saurait être transférée à une fraction du peuple lui-même, à ses «délégués» ou à ses «représentants». Le pouvoir de décision ultime appartient exclusivement à l'assemblée des citoyens, et à nul autre corps constitué qui s'intercalerait entre les citoyens et leur union dans l'assemblée. Autrement dit, la démocratie n'est autre que la démocratie directe, et à défaut de cette qualité elle n'en mérite pas le nom.

Le problème, c'est que ce régime a vécu, et que le renouvellement d'une telle expérience n'est nulle part



à l'ordre du jour. Mais ce n'est pas tout. La démocratie antique en effet n'a de démocratie que l'apparence, elle n'est démocratique qu'en surface.

Dans les faits, c'est une aristocratie, un gouvernement des «meilleurs», c'est-à-dire de ceux qui ont la qualité de citoyens mâles et de condition libre. Dans la réalité, l'opposition entre le citoyen et l'esclave constitue l'ossature de la cité antique, et son idéal de vertu a pour envers du décor le travail servile. Que la démocratie ait supposé l'esclavage constitue donc un puissant motif d'interrogation sur sa réalité. Pour que les citoyens puissent s'adonner à l'exercice du pouvoir, il fallait que la production de leurs conditions d'existence fût assurée par une classe subalterne. La superstructure politique nécessitait une infrastructure socio-économique qui lui fournît les moyens de son exercice. La sublimation du citoyen appelé à incarner les vertus, son invitation à délibérer selon la raison et à viser le bien commun, tout ce bel édifice avait sa face obscure.

La démocratie ainsi comprise se déploie sur fond d'oppression sociale, elle relègue à un rang inférieur la grande majorité des habitants de la cité-État. Comme l'a vu Hegel, l'universalité des citoyens enferme les non-citoyens dans la particularité de leur fonction productive. La cité d'en haut règne sur la cité d'en bas, et l'excellence du citoyen plane au-dessus du labeur servile. Impossible, donc, de se représenter la démocratie antique en faisant abstraction de sa réalité matérielle. Ce serait tomber dans le piège de l'idéologie, c'est-à-dire du discours que la société tient sur elle-même. La cité antique se représente comme une communauté de citoyens libres et égaux. Mais c'est en jetant un voile pudique sur sa réalité sociale, sur ses conditions matérielles d'existence, sur l'essence même des rapports sociaux qui la constituent. Pour qu'il y eût des citoyens, il fallait qu'il y eût des non-citoyens : des esclaves, des femmes et des métèques.

LES ANTINOMIES DE HANNAH ARENDT

Il est significatif que Hannah Arendt, loin d'ignorer cette dimension de la cité antique, en ait au contraire fait l'éloge. Dans *Condition de l'homme moderne*, elle explique que la seule égalité légitime est celle qui règne entre les citoyens, et non entre les hommes. Cette égalité dans la cité antique, à ses yeux, est sans commune mesure avec l'égalité qui prévaut dans les démocraties modernes. Tandis que la cité grecque est une aristocratie politique, la démocratie moderne est le théâtre d'un conformisme généralisé, où l'esprit de compétition s'est dilué dans l'égalitarisme. Si Arendt distingue le travail, l'œuvre et l'action comme modalités de l'activité humaine, c'est pour dévaloriser le premier, qu'elle attribue à «l'homme-animal social». Le travail est soumission à la nécessité naturelle, tandis que l'action, à l'autre extrémité, représente l'accès à la dimension politique. C'est pourquoi il est légitime de parler d'un «animal laborans» pour désigner le travailleur, lequel «n'est jamais qu'une espèce, la plus haute si l'on veut, parmi les espèces animales qui peuplent la terre». Une thèse qui fait écho à celle défendue au même moment par Heidegger, pour qui l'époque moderne est marquée par «la dévastation de la terre» qui coïnciderait avec l'établissement de «l'homme issu de la métaphysique, l'animal rationnelle, comme animal laborieux».¹

C'est pourquoi la politique visant à l'émancipation des travailleurs n'a abouti, pour Arendt, qu'à «courber toute l'humanité, pour la première fois, sous le joug de la nécessité». Le travail productif, en effet, n'étant autre que «l'asservissement à la nécessité», «les hommes ne pouvaient se libérer qu'en dominant ceux qu'ils soumettaient à la nécessité». Confondant nécessité naturelle et contrainte sociale, Arendt légitime donc la domination exercée sur la masse des travailleurs par la classe possédante. Se demandant s'il est possible de faire fonctionner des

usines sous la direction des ouvriers, elle répond sans détour : «En réalité, il n'est pas sûr du tout que les principes politiques d'égalité et d'autonomie puissent s'appliquer à la sphère de la vie économique. Après tout, la théorie politique des Anciens n'avait peut-être pas tort lorsqu'elle affirmait que l'économie, liée aux nécessités de la vie, requerrait pour fonctionner la domination des maîtres»². Indifférente au processus historique et à la lutte des classes, la philosophe estime que «la vie humaine s'est trouvée en proie à la pauvreté depuis des temps immémoriaux» et qu'«aucune révolution n'a jamais résolu la question sociale ni libéré des hommes du fléau du besoin».

À ses yeux, «toute l'histoire des révolutions démontre, sans aucun doute, que toute tentative pour résoudre la question sociale par des voies politiques mène à la terreur». Cette malédiction de l'homme moderne voué à la terreur à l'instant où il tente d'échapper à la misère justifie alors, rétrospectivement, le système esclavagiste. En garantissant la production matérielle, ce dernier rendait possible l'exercice des vertus civiques. Contrairement aux démocraties modernes qui, par leur obsession du social, ruinent les chances d'une véritable aristocratie des égaux. «Toute souveraineté tient sa source première, la plus légitime, du désir qu'a l'homme de s'émanciper de la nécessité vitale, et les hommes parvinrent à cette libération par la violence, en forçant d'autres à porter à leur place le fardeau de la vie. C'était le principe de l'esclavage et c'est seulement l'essor de la technologie, et non celui des idées politiques modernes, qui a réfuté l'ancestrale et terrible vérité selon laquelle seules la violence et la domination exercées sur les autres pouvaient rendre libres certains hommes. Rien, pourrions-nous dire aujourd'hui, ne saurait être plus obsolète que d'essayer de libérer le genre humain de la pauvreté par des voies publiques ; rien ne saurait être plus futile ni plus dange-reux».³

B.G (À SUIVRE...)



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

KATCHOU, UNE FIN TRAGIQUE

Décédé le 12 août 2009, victime d'un accident de la circulation. Cet accident est survenu sur l'axe routier reliant Ain Touta à Batna. Né le 15 avril 1963 dans la daïra d'El Madher, dans une famille appartenant à la région des Ouled Chelih, une tribu Chaoui de la wilaya de Batna. Il est l'un des pionniers de la musique chaoui moderne. Tout au long de sa carrière d'artiste, il a su honorer cet héritage chaoui des Aurès au niveau national et international. Katchou de son vrai nom Ali Nasri fera ses premiers pas dans la chanson en reprenant des œuvres de Aïssa Djermouni... Dans les années 1980, il commence sa carrière avec son tube Agoujil (l'orphelin) au sein de la troupe Faziri... En 1987, il sort son premier tube solo "vavor irouh", sera suivi de

"Nouara". Katchou est monté sur scène dans plusieurs festivals en Algérie et à l'étranger où il a été l'un des représentants de la musique chaoui. Pour rappel, le répertoire du défunt chanteur Katchou compte plusieurs albums avec plus de 80 chansons, dont une cinquantaine en chaoui et quelques chansons aussi en arabe. Les plus populaires sont « Nouara », « Hey Demi Demi », « Ahna Chaouia », ou encore « Hami Hami ». Ali Nasri, « Katchou », surnommé « le rossignol des Aurès », a donné le meilleur de lui-même au service de l'art et de ses fans. Paix à son âme.

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans le Journal des artistes, le 13 août 2026



PAUVRE PAYSAN CONTRE RICHE BERGER



Jadis, vivait un couple de paysans. Cette année-là, on avait connu la disette. 'notre paysan n' avait rien. Il avait échangé tout ce qu'il possédait contre des céréales, tout sauf un agneau. Sa femme lui dit : " si nous sommes très pauvre maintenant, c'est parce que nous ne donnons rien à Dieu. Offrons lui notre agneau." L'homme accepta. Sa femme offrit l'agneau a un mendiant. Le lendemain, très tôt, le mari découvrit un taureau blanc au milieu de sa cour. Il courut réveiller sa femme et tous deux admirèrent ce cadeau de Dieu. Quelques moments après, un berger richement habillé se présenta chez eux. - Que ce matin vous apporte le bonheur. Je viens récupérer mon taureau . Je le cherche depuis trois jours. - Berger, reprit le paysan, ce taureau est un don qu'on m'a fait. Les deux hommes discutèrent très longtemps mais ne purent se mettre d'accord. Ils décidèrent donc d'aller voir le roi qui leur demanda de se présenter le lendemain matin. Le paysan réfléchit et décida de se rendre chez le berger dès le coucher du soleil . - Que la paix du soir remplisse votre maison . Je viens vous présenter mes excuses. Vous êtes très bon. Moi, je suis très pauvre. Ce qui m'inquiète, c'est la tenue que je dois porter demain devant le public. Si vous ne me donnez pas un boubou et une paire de chaussures, je ne pourrai pas

répondre à l'appel du roi. Le berger soulagé et flatté, entra dans sa case et en ressortit avec une paire de chaussures et un grand boubou tout neuf. Le paysan le remercia et s'en alla. Arrivé chez lui, il enfila ses nouveaux vêtements et alla prévenir le roi. - j'ai affaire à un berger fou et prétentieux. Pour vous en assurer, demandez lui, à qui appartient le boubou et les chaussures que je porte. Il vous dira certainement qu'ils sont à lui, comme le taureau blanc qui est chez moi. Le lendemain matin, une foule se rassembla. Le roi dit : - Avant que je ne prononce le jugement, dis-moi, berger, à qui appartiennent le boubou et les chaussures que porte ce paysan ? - Ce boubou et ces chaussures sont à moi, s'empressa de dire le berger. Le roi dit alors : - PAYSAN, va avec ton taureau et laisse ce berger à ses illusions. Il ne mérite pas d'être écouté. MORALITÉ : Dieu donne la chance aux hommes mais c'est à eux de la saisir... (Conte Bambara) Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 13 aout 2026

POURQUOI L'ÉLÉPHANT N'A QU'UN ENFANT À LA FOIS ?

Parmi les animaux de la forêt, l'éléphant n'est pas content de son sort. Depuis toujours, il n'a qu'un seul enfant à la fois et, à cause de cela, il est malheureux. Il décide d'aller trouver Dieu pour lui demander des explications... Dieu accepte de recevoir l'éléphant. Il lui offre un excellent repas. En mangeant, Dieu et l'Éléphant discutent : « J'apprécie ta visite, dit Dieu. Tu sais que tu es toujours le bienvenu. Je suppose que tu as quelque chose d'important à me dire... » — Oui, répond l'éléphant, j'ai une question à poser. Voilà : tous les animaux donnent naissance à plusieurs petits à la fois. Alors pourquoi moi, l'éléphant, le plus grand et le plus fort de tous, pourquoi n'ai-je qu'un seul éléphant ? »



Dieu sourit et, calmement, il dit : « Je ne peux pas te répondre maintenant. Mais demain tu auras une réponse, je te le promets. » Comme le jour baisse, Dieu propose à l'éléphant de s'installer pour la nuit dans son champ de maïs. Il y a bien de jolies cases dans le village mais elles sont toutes trop petites pour un si gros animal. Le lendemain matin, Dieu et l'Éléphant se retrouvent pour poursuivre leur conversation. Tout à coup, on entend de grands cris. Un serviteur de Dieu arrive en courant et il hurle : « Maître, c'est une catastrophe ! — De quoi parles-tu ? lui demande Dieu. — Mais Maître, je parle du champ de maïs. Cette énorme bête a tout piétiné pendant la nuit. Il ne reste plus rien. Toute la récolte est perdue. » Alors Dieu se tourne vers l'Éléphant et lui dit : « Tu comprends maintenant pourquoi je ne te donnerai jamais plus d'un enfant à la fois. Si les éléphants deviennent trop nombreux, il ne restera plus rien à manger sur la terre. » L'Éléphant est rentré chez lui la tête basse. Depuis ce jour, il n'est plus triste. Il sait pourquoi il n'a qu'un seul enfant à la fois. Contes d'Afrique Centrale, Contes du monde entier, Éd. Clé International. Extrait de l'ancien livre de français CE1, École et développement, CEDA ,Abidjan juillet 1984 page 48. Extrait du livre de français CE1, École et développement, CEDA Abidjan, juillet 1984, page 40

Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 13 aout 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
04:17	13:03	16:51	20:00	21:36

UNE AVANCÉE HYDRAULIQUE MAJEURE POUR L'AGRICULTURE ET LA VILLE

SIDI BEL-ABBÈS MISE SUR LA VALORISATION DES EAUX USÉES ET LA MODERNISATION DES RÉSEAUX

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a inauguré hier après-midi, dans la localité de Ras El-Ma (wilaya de Sidi Bel-Abbès), par un geste symbolique, le début des travaux d'un nouveau périmètre irrigué de 100 hectares. Ce système reposera exclusivement sur les eaux recyclées issues de la station d'épuration des eaux usées de cette commune.

Par Saïd Slimani

Au second jour de sa tournée d'inspection dans cette wilaya, le ministre a profité de ce lancement pour rappeler, en marge, l'impératif de multiplier les origines d'alimentation en eau. Il a également mis en avant la politique nationale de récupération des ressources non traditionnelles, en particulier par le recours aux eaux épurées à des fins agricoles, ce qui constitue, selon lui, une manière de tirer profit d'un précieux potentiel hydrique tout en assurant sa sauvegarde. Dans cette optique, M. Bouzegza a préconisé une extension de ce modèle et a demandé que des projets de nouvelles structures d'épuration soient programmés pour les communes de Sfisef et Telagh, en soutien aux secteurs agricole et industriel. Il a martelé l'exigence d'une gestion mesurée et pérenne des réserves en eau.

Le responsable a ensuite visité le barrage de Tabia, où il a ordonné la préparation d'un dossier technique détaillé afin de restaurer cet ouvrage et d'en tirer un usage maximal, aussi bien pour l'agriculture que pour la protection



contre les crues.

Il s'est aussi rendu sur le chantier d'aménagement de l'oued Mekerra, sur 7 kilomètres en zone urbaine du chef-lieu. Ce chantier vise à résoudre les zones critiques et à rénover les systèmes

d'assainissement pour préserver la cité et son cadre de vie.

M. Bouzegza a exhorté à redoubler d'efforts contre les pertes en eau et à améliorer le service au public par la digitalisation et l'imposition de compteurs

connectés.

Il a par ailleurs confirmé la remise en activité de la « police de l'eau », chargée de réprimer tout usage abusif ou illicite des ressources hydriques.

En clôture de sa visite, lors d'un échange avec la presse, le ministre a affirmé que Sidi Bel-Abbès s'engage fermement vers une régularisation et un renforcement de la distribution d'eau potable et d'irrigation, en s'appuyant sur un ensemble de grands projets nationaux et locaux axés sur la variation des sources et l'interconnexion des réseaux.

Il a rappelé que cette wilaya, jadis tributaire des nappes souterraines, a bénéficié d'importants dispositifs pour accroître son alimentation à partir des Chott Est et Ouest, ainsi que d'infrastructures acheminant quotidiennement plus de 70.000 mètres cubes vers une nouvelle station implantée dans la wilaya de Tlemcen. Ces aménagements devraient permettre de combler les manques et d'établir une complémentarité accrue entre les eaux superficielles des barrages et celles des réservoirs de stockage.

SS

FORMATION SPÉCIALISÉE D'ACCÈS AU GRADE D'ÉDUCATEUR PRINCIPAL D'ANIMATION DE LA JEUNESSE

LES ÉPREUVES ÉCRITES AURONT LIEU CE DIMANCHE

Les épreuves écrites du concours d'admission à la formation spécialisée d'accès au grade d'éducateur principal d'animation de la jeunesse au titre de l'année 2026 auront lieu, dimanche, pour les jeunes des régions frontalières et du grand Sud, où 150 postes sont à pourvoir, dans le cadre du renforcement de l'encadrement spécialisé des établissements de jeunesse dans ces régions, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Jeunesse.

Dans le but de rapprocher les centres d'examen des candidats et de réduire les contraintes liées au déplacement et les frais de participation pour faire en sorte que la distance géographique ne soit pas un obstacle pour eux, des centres d'examen annexes ont été ouverts à Bordj Badji Mokhtar, Illizi, In Guezzam, Béni Abbès, Béchar, Tindouf, El Oued et Tlemcen, a précisé le communiqué.

Ainsi, les épreuves écrites pour les candidats concer-

nés se dérouleront au niveau du CEM Abdelhamid-Ben Badis à Bordj Badji Mokhtar, du siège de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) à Illizi, de la Maison de jeunes Benmessaoud-Boudjema à In Guezzam, de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle Chahid Yahiaoui-Abdallah à Béni Abbès, du siège de l'ODEJ à la Cité Essalam à Béchar, du siège de l'Office du parc omnisports de la wilaya de Tindouf, du siège de l'ODEJ à El Oued et de la Maison de jeunes Frères Berber à Mansourah dans la wilaya de Tlemcen.

Parallèlement à ces dispositions, les mécanismes d'accompagnement et de suivi sur le terrain ont été renforcés, ajoute la même source, soulignant qu'outre la mobilisation des cadres du ministère et de l'administration décentralisée, des membres du Conseil supérieur de la jeunesse ont été associés à l'accompagnement de cette opération, en coordination avec les autorités locales des

wilayas concernées et les différents établissements et structures concernés, afin de veiller au bon déroulement des épreuves.

Dans son communiqué, le ministère a appelé l'ensemble des candidats à se conformer aux instructions, règlements et dispositions en vigueur, à se présenter aux centres d'examen aux horaires indiqués, munis de la carte nationale d'identité, et à respecter les consignes des encadreurs et des membres des comités d'organisation.

Les épreuves orales pour les candidats admis aux épreuves écrites se dérouleront, quant à elles, au niveau des Instituts nationaux de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (INFSCJS) de Ouargla et de Constantine, les 6, 7 et 8 septembre 2026, suivant le programme qui sera communiqué ultérieurement aux candidats concernés.

RA

BOUMERDES

TÉMOIGNAGES VIVANTS D'ANCIENS DÉTENUS POLITIQUES SAHRAOIS DANS LES PRISONS DE L'OCCUPATION MAROCAINE

Les témoignages vivants de militants politiques sahraouis, anciens détenus dans les prisons marocaines, ont révélé les souffrances et les violations dont ils ont été victimes pendant leur détention, ainsi que les pressions exercées sur leurs familles et l'interdiction des visites familiales imposée par l'occupant.

En marge de la 14e édition de l'université d'été des cadres du Front du Polisario et de la République sahraouie arabe et démocratique (RASD), dont les activités ont commencé mercredi dernier et se poursuivent à l'université M'hamed Bougara de Boumerdes, des militants politiques sahraouis ont relaté les traitements inhumains qui les ont privés de leurs droits les plus élémentaires et ont porté atteinte à leur dignité, l'occupation marocaine excellant dans la torture, les insultes et les humiliations tout au long de leur période de détention, durant laquelle leurs familles faisaient également l'objet de pressions et d'interrogatoires.

Dans son témoignage, le militant politique sahraoui Aziz El-Ouahidi, qui a passé dix ans dans les prisons de l'occupant marocain, a rapporté que les souffrances que lui et d'autres détenus sahraouis ont endurées dans les prisons étaient dépourvues de toute humanité, et se traduisaient par "des tortures psychologiques et phy-

siques, des actes d'intimidation et de terreur, ainsi que par l'interdiction des visites familiales, outre les atteintes à la dignité humaine".

Il a ajouté que le pire traitement qu'un prisonnier subit lors de sa détention est d'être traité comme s'il était "sans valeur, sans dignité et sans humanité", tout en étant privé de ses droits les plus élémentaires et soumis quotidiennement à la privation de nourriture.

Ces faits ont été corroborés par d'autres anciens détenus politiques, Abdelmouli Al-Hafdhii, El-ber El-Kentani, Zahra Sabahi, Houda Bakka et Kebbal Mohamed Amine, qui ont unanimement affirmé dans leurs témoignages que l'occupant marocain recourt à des méthodes "d'une extrême cruauté et inhumanité", en particulier à l'encontre des militants politiques et des étudiants universitaires, en les traquant, et en inventant de motifs illusoires pour les arrêter, usant des méthodes "les plus dangereuses" et en concoctant des procès-verbaux imaginaires à caractère criminel.

Les intervenants ont également révélé d'autres violations subies quotidiennement par le peuple sahraoui, consistant en des pressions exercées sur les familles des détenus après l'émission de mandats de détention arbitraire, sans le moindre respect des normes des

droits de l'homme.

Dans ce cadre, El-ber El-Kentani, Zahra Sabahi, et Houda Bakka ont également fait savoir que l'occupant a recouru au transfert forcé des militants politiques d'une prison à une autre afin de couper tout contact entre eux.

L'emprisonnement des militants politiques sahraouis se fait dans des conditions "extrêmement précaires, dans des cellules surpeuplées, sans la moindre condition de détention garantissant la dignité humaine, tout en les privant de visites familiales pendant de longues périodes et en refusant de leur délivrer leurs documents administratifs après leur libération", ont-ils dit.

Selon ces mêmes témoignages, les autorités d'occupation extorquent leurs déclarations sous la contrainte, la torture, et la supervision de personnes "suspectes" appartenant aux différents services de sécurité du régime du Makhzen, qui tentent de semer la discorde parmi eux afin de les diviser et de porter atteinte à l'unité des rangs sahraouis.

Tous les témoignages concordent sur le fait que les détenus politiques sahraouis font fréquemment l'objet d'un nouvel enlèvement après leur mise en liberté.

RA